

Exportation de gaz naturel

L'ALGÉRIE DANS LA COUR DES GRANDS

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7976 – SAMEDI 31 AOUT 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Enseignement primaire

Nouvelles mesures pour la rentrée

Page 2

Faire du Sud un hub économique

LA PROMESSE DE TEBBOUNE



Le candidat indépendant à la présidentielle, Abdelmadjid Tebboune, s'engage à transformer le Sud du pays en un pôle économique majeur, en établissant des zones franches et ouvrant des postes frontaliers avec le Niger et la Libye. Cette initiative vise, a-t-il affirmé depuis Djanet où il s'est rendu jeudi, à renforcer la coopération régionale, à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et à tirer parti de l'essor économique actuel pour diversifier l'économie nationale.

Page 5

HÔPITAL ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND

Un pôle de santé ultramoderne

Page 2

PETKOVIC DÉVOILE SA LISTE

DES ZONES D'OMBRE ET DES NON-DITS

Page 9

DÉCÈS D'ALBAN LIECHTI

Le «soldat du refus» tire sa révérence

Page 16

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

LES TRAVAUX DE L'HÔPITAL ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND LANCÉS

Un pôle de santé ultramoderne

La volonté de l'Etat d'investir dans des infrastructures de santé moderne à travers le renforcement de la coopération internationale s'affirme avec le coup d'envoi des travaux pour la réalisation de l'hôpital algéro-qatari-allemand qui a été donné, jeudi, à Sidi Abdallah, à Alger. Le délai de réalisation est de deux ans ou moins, selon le ministre de la Santé.



Un projet ambitieux.

A l'occasion de la cérémonie de lancement, Abdelhak Saïhi, a exprimé sa fierté quant à la réalisation de ce projet ambitieux. Il a déclaré que cet hôpital représente «une fierté pour l'Algérie qui continue à renforcer les structures de son système national de santé afin de fournir des prestations hospitalières à la hauteur des aspirations des citoyens et en phase avec les évolutions mondiales en matière de soins». Il a précisé que l'établissement incarne également «la volonté du président de la République de l'édification d'un pôle de santé aux normes internationales les plus modernes au bénéfice des citoyens algériens» et que les services de santé fournis par cet hôpital seront entièrement gratuits.

Lors de cette cérémonie qui s'est déroulé en présence de hauts responsables gouvernementaux et de l'ambassadeur de l'État du Qatar à Alger, Abdulaziz Ali Al-Naama, le ministre des Finances, Laaziz Faid, a, pour sa part, fourni des détails sur le financement du projet, indiquant que l'enveloppe financière allouée s'élève à 290 millions de dollars.

Ce financement sera réparti avec une contribution de 40 % de la partie algérienne et de 60 % de la partie qatarie. M. Faid a souligné que cet investissement stratégique s'inscrit dans le cadre de «l'élargissement des perspectives de coopération économique entre l'Algérie et le Qatar», visant à renforcer les liens économiques et politiques entre les deux pays. Il a également mentionné que ce projet est une réalisation des aspirations des dirigeants des deux nations, ainsi qu'un engagement fort en matière de développement des services de santé publique. Mettant en avant l'importance de cet établissement dans le renforcement des relations d'amitié et du consensus politique entre l'Algérie et le Qatar. Mohamed Badr Al-Sadah, président-directeur général du holding «Estithmar» et président du conseil d'administration de la société algéro-qatarie des services de santé, a présenté un exposé détaillé sur le projet. Il a indiqué que l'hôpital, qui sera construit sur une superficie de 100 000 mètres carrés, sera équipé des technologies médicales les plus avancées pour offrir des services spécialisés de haut niveau. Avec une capacité de 300 lits, dont 94 % seront dédiés aux soins médicaux et 48 % aux interventions chirurgicales, l'hôpital comprendra 30 unités de soins intensifs, 15 salles d'opérations, 40 cliniques externes et 20 zones d'urgence. Ce centre médical vise à rassembler des compétences médicales de haut niveau et les technologies de pointe en matière de diagnostic et de traitement en un seul endroit. En outre, le PDG d'»Estithmar» a souligné que le projet a pour objectif de répondre à une gamme étendue de besoins médicaux spécialisés, notamment dans les domaines des maladies cardiaques complexes, de la chirurgie hépatique, de la neurochirurgie, des déformations de la colonne vertébrale, ainsi que de la chirurgie oncologique et de la chimiothérapie.

Les salles d'opération seront équipées de systèmes variés, y compris des technologies d'imagerie avancées telles que la résonance magnétique, la tomodensitométrie et la radiographie standard.

Le rôle de l'hôpital ne se limitera pas à fournir des services médicaux de qualité, mais ira au-delà pour atteindre des objectifs économiques grâce à la coopération et à la signature de contrats avec des entreprises et des fournisseurs locaux dans divers secteurs et services. Il sera également doté d'un incubateur pour les cadres médicaux et les compétences nationales.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a abordé les possibilités du renforcement de la coopération avec le Qatar dans le domaine pharmaceutique. Affirmant la «disposition de l'Algérie à renforcer la coopération avec le Qatar dans le domaine de la production pharmaceutique, pour soutenir cet hôpital et développer les moyens de coopération dans des domaines similaires».

Pour rappel, la première pierre de cet hôpital avait été posée le 2 novembre dernier par le Président Tebboune, et l'Emir de l'État du Qatar. Le président de la République avait lors d'un conseil des ministres précisé que l'objectif de cet édifice médical est de prendre en charge la plupart des malades et des interventions chirurgicales, notamment les plus difficiles, qui nécessitent un transfert à l'étranger.

Il convient de noter que l'hôpital utilisera des techniques d'intelligence artificielle pour améliorer la détection précoce du cancer, affiner les diagnostics et réduire les erreurs médicales.

Sihem Bounabi

RENTRÉE SCOLAIRE

Nouvelles mesures pour l'enseignement primaire

PERMETTRE aux élèves d'acquérir les bases solides en lecture, écriture, calcul et expression orale, et d'avoir un développement des compétences physiques, mentales et émotionnelles, tels sont les objectifs tracés par les responsables du ministère de l'Education nationale pour la rentrée scolaire 2024-2025, visant à améliorer la qualité de l'éducation.

L'été tire à sa fin et la rentrée scolaire approche à grands pas. En prévision de cette dernière, dont la date n'a pas encore été fixée officiellement, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a donné de nouvelles instructions concernant notamment les élèves du primaire afin d'améliorer la qualité de l'enseignement. Pour ce faire, il a réuni les directeurs de wilaya du secteur et les cadres de son département.

Cette rencontre, tenue par visioconférence la fin de la semaine dernière, a été consacrée au suivi de l'état de mise en œuvre des opérations liées à la prochaine rentrée scolaire, conformément au calendrier fixé au terme de la conférence nationale tenue à Mostaganem le 8 août, a indiqué un communiqué du ministère

Cette réforme de l'enseignement primaire s'inscrit dans le cadre du plan d'action gouvernemental, visant à redéfinir en profondeur les programmes et les horaires.

L'une des principales mesures de cette réforme est l'augmentation du volume horaire consacré aux mathématiques. Considérée comme une matière fondamentale, les mathématiques bénéficieront d'un renforcement pour mieux ancrer les apprentissages.

Par ailleurs, les activités parascolaires, telles que l'éducation physique et sportive, ainsi que les arts plastiques, verront leur temps d'enseignement augmenté. Une nouveauté fait également son apparition : les «jeux mathématiques», qui seront accompagnés d'un guide pédagogique pour faciliter la tâche des enseignants.

Afin de réduire la charge de travail des élèves de la 1re et la 2e années primaire, le ministère a décidé de supprimer les matières des sciences naturelles et d'éducation civique du programme. Seules les matières de langue arabe, mathématiques, éducation islamique et les activités parascolaires seront maintenues.

Lors de cette rencontre, le ministre a souligné l'impératif de la mise à jour des informations sur la plateforme numérique du secteur de l'éducation nationale, la régulation de l'encadrement éducatif des trois cycles scolaires et la saisie des données y afférentes sur la plateforme numérique.

Il s'agit également de suivre l'opération de vente des manuels scolaires au niveau des établissements scolaires, des points de vente, des librairies agréées et des foires dans les différentes régions de la wilaya à travers l'utilisation de tous les moyens disponibles pour informer les parents des adresses et des lieux de leur disponibilité ainsi que des délais de cette opération.

Le ministre a fait état de «la finalisation, avant le 15 septembre 2024, de l'opération de distribution des tablettes électroniques aux écoles concernées».

Il a insisté sur l'importance de «veiller au nettoyage et à la désinfection des établissements scolaires ainsi qu'à l'application du protocole d'hygiène et de sécurité sanitaire dans ces établissements, tout en procédant à un état des lieux précis des structures scolaires qui seront réceptionnées durant la rentrée scolaire».

M. Belabed a ordonné «d'intensifier les visites d'inspection des établissements scolaires publics et privés afin de s'assurer de la mise en œuvre de toutes les mesures liées à la rentrée scolaire».

S'agissant de la liste des fournitures scolaires, le ministre a réaffirmé la nécessité de «l'appliquer, car elle s'inscrit dans le cadre des mesures adoptées pour alléger le poids des cartables pour le palier primaire, d'une part, et tenir compte des besoins de la mise en œuvre des programmes pédagogiques de chaque niveau d'enseignement, tout en prenant en compte les dimensions pédagogiques et sociales, d'autre part».

Lynda Louifi

EXPORTATION DE GAZ NATUREL

L'Algérie dans la cour des grands

L'Algérie dans le top 10 mondial des exportateurs de gaz. Le pays s'est classé au 7e rang en 2023, avec un total de 52 milliards de mètres cubes de gaz exportés. Ce classement signe la performance de l'Algérie et surtout ses capacités à répondre à une demande internationale en mutation et, surtout, en augmentation continue.

Selon le dernier rapport de l'Union internationale du gaz (IGU) intitulé «Global Gas report 2024», l'Algérie a exporté pour un total de 18 milliards de mètres cubes de Gaz naturel liquéfié (GNL) et 34 mds de mètres cubes par gazoduc durant l'année écoulée. En tête du classement global d'export de gaz naturel, la Russie qui a exporté 139 mds m3 l'an passé, suivie par le Qatar (128 mds m3), les Etats-Unis (127 mds m3), la Norvège (120 mds m3), l'Australie (110 mds m3) et le Canada (53 mds m3).

Le rapport dévoile également le classement des pays en matière d'importation de gaz naturel. Ainsi, la Chine occupe la première place avec un total de 160 mds de mètres cubes importés durant l'année écoulée. Le Japon (91 mds m3) et l'Allemagne (77 mds m3) complètent les trois premières places de ce classement.



Dans le top 10 mondial.

IMPORTANTE CROISSANCE POUR LE GNL

En matière de demande, les besoins d'importation de l'Asie ont continué d'augmenter en 2023, une tendance qui devrait se poursuivre jusqu'en 2024. «Les pays comme la Chine dépendent de plus en plus des importations de gaz», a souligné l'IGU. La demande européenne, quant à elle, devrait diminuer en raison de besoins saisonniers plus faibles et d'une demande réduite des secteurs électrique et industriel, a-t-on expliqué.

Le commerce mondial de GNL a atteint 537 mds de mètres cubes en 2023, selon le même rapport, affirmant que le GNL connaît «une importance croissante» dans un contexte mondial de préoccupations en matière de sécurité énergétique et d'incertitude de l'approvisionnement à travers le monde. Ainsi, les Etats-Unis sont devenus le premier exportateur net mondial de GNL en 2023, dépassant l'Australie et le Qatar pour atteindre 117 mds de mètres cubes d'exportations.

LE DÉFI DE L'INVESTISSEMENT

Les auteurs du rapport, réalisé en collaboration avec l'opérateur italien de transport de gaz naturel Snam ainsi que la société indépendante de recherche et de veille énergétique Rystad Energy, mettent en avant les risques sur l'approvisionnement énergétique mondial à cause d'une demande énergétique globale croissante et du sous-investissement dans le gaz et les énergies propres. «Les objectifs énergétiques d'ici 2030 étant visiblement hors de portée», a-t-on précisé.

Les marchés mondiaux du gaz restent dans un équilibre fragile, avec une croissance limitée de l'offre, alors que la demande augmente régulièrement, en hausse de 1,5% en 2023, avec une accélération attendue à 2,1% d'ici fin 2024. «Si la demande de gaz continue de croître comme au cours des quatre dernières années, sans développement de production supplémentaire, on s'attend à un déficit de 22% de l'offre mondiale d'ici 2030», selon les prévisions de l'Union internationale de gaz. Dans son rapport, on souligne le besoin «urgent» d'augmenter les investissements dans le secteur. Pour rendre l'équilibre du marché mondial du gaz résilient, «il est essentiel d'accroître les investissements dans l'approvisionnement en gaz naturel et de développer les technologies du biométhane, du captage et du stockage du carbone et de l'hydrogène à faible teneur en carbone», a préconisé le rapport. Selon ses auteurs, le gaz naturel offre aujourd'hui une opportunité immédiate de réduire les émissions de CO_2 de 50% grâce à une transition rentable.

Lilia Aït Akli

GENERALISATION DES CONTRATS D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE

Nouvelle approche pour améliorer la gouvernance

DÉJÀ mis en œuvre, le travail avec les contrats d'objectifs et de performance (COP devrait être généralisé à tous les secteurs. C'est ce qu'a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faid, affirmant que cela s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle approche visant à améliorer la gouvernance et la bonne utilisation des ressources.

Dans une allocution, lors des travaux d'une conférence organisée avant-hier à Alger, par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité intitulée «Les séances du Trésor», M. Faid a indiqué que son département a entamé «la rénovation de la gouvernance du secteur, notamment à travers l'adoption des COP, qui comportent des engagements des responsables concernant la réalisation d'objectifs préalablement identifiés, pour lesquels ils sont responsables et redevables», selon le communiqué du ministère.

Le ministre a souligné que la tutelle œuvre également «à généraliser à tous les secteurs cette approche de rénovation de la gouvernance par l'institutionnalisation des COP». Cette nouvelle dynamique réformatrice est confortée également en adaptant et orientant progressivement les missions de l'inspection générale des finances (IGF) vers l'audit de la performance et l'évaluation de l'impact des politiques publiques dans les domaines socioéconomiques et financiers ainsi que des missions de conseil et d'aide à la décision, a soutenu le ministre.

Faid affirmé que «la redevabilité, la transparence, et la performance sont au cœur des politiques économiques publiques», précisant que «les institutions de l'Etat s'attèlent à examiner les voies à même de relancer le développement de l'économie, ce qui nécessite, en premier lieu», a-t-il dit, «un engagement solide de reddition de comptes et chercher l'efficacité, afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles».

Faid a considéré que «L'utilisation et l'allocation des ressources doivent être alignées sur les objectifs des politiques publiques, lesquelles doivent, à leur tour, être adaptées aux exigences sociales, ce qui impose de s'efforcer à maximiser la rentabilité des ressources disponibles, et les formes d'efficacité en termes de prestation de services publics, en vue de leur promotion, tout en luttant contre toutes les voies de gaspillage des deniers publics».

Le ministre s'est félicité du lancement d'une série de rencontres «séances du Trésor», visant à «mettre en place des canaux de communication pour l'échange d'expertises». Cette session inaugurale des rencontres qui a été placée sous le thème «Redevabilité et performances pour une croissance inclusive : quel rôle pour les startups ?», s'est déroulée en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid et le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki. Ont également assisté à la rencontre, la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), la présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), le gouverneur de la Banque d'Algérie, la présidente du Conseil national de la comptabilité (CNC) et des représentants des deux chambres du Parlement.

Par ailleurs, le directeur général du Trésor et de la comptabilité, Hadj Mohamed Sebaa, a rappelé les efforts déployés par le ministère des Finances, à travers le Trésor public, pour mettre en œuvre la politique économique et financière de l'Etat, tout en garantissant une gestion rigoureuse des fonds publics et en renforçant la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques.

Rim Boukhari

EXPLOITATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Une gestion étudiée pour un avenir durable

LE MINISTRE de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a souligné l'importance de l'évaluation du stock des ressources pélagiques pour la pérennité des ressources halieutiques en Algérie, mettant en avant l'importance des plans de gestion étudiés de l'exploitation des ressources biologiques marines dont halieutiques, lesquels représentaient un élément clé pour un avenir durable.

Présidant avant-hier, l'ouverture des travaux d'une journée d'étude nationale sur l'évaluation du stock des ressources pélagiques en Algérie, organisée sous le slogan «Ensemble pour la pérennité des ressources halieutiques», en présence des cadres du secteur et des représentants des départements et des organismes concernés, le ministre a évoqué les législations et les réglementations mises en place conformément à des résultats d'études et aux recherches scientifiques, visant la gestion durable, ainsi que les moyens techniques appropriés pour la gestion de la production halieutique et le contrôle de la production.

Il a rappelé les textes règlementations liés à l'observation de la période de repos biologique, la fermeture de la pêche pour la protection des petites espèces des ressources biologiques halieutiques et des poissons adultes en période de reproduction, la fixation des tailles minimales marchandes des ressources biologiques, la délimitation des zones de navigation de la flotte de pêche et les limites de l'utilisation des filets de pêche.

Les plans de gestion étudiés pour l'exploitation des ressources biologiques marines dont les halieutiques, représentent «un élément clé pour un avenir durable», a affirmé le ministre qui a relevé les effets des changements climatiques, à l'image de l'augmentation de la température des mers et des océans et la pollution et leur impact sur la pêche et le stock de poissons.

A cet égard, le ministre a affirmé, que cette nouvelle situation à laquelle sont confrontés les pêcheurs, a entrainé la réduction des quantités de poissons disponibles pour la pêche, ce qui a affecté les revenus des pêcheurs et a contribué directement à la hausse des prix des poissons, mettant en avant l'importance des campagnes scientifiques et des études analytiques menées par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), pour l'évaluation du stock des poissons pélagiques, et leur rôle dans «la prise de décisions devant contribuer à la préservation des ressources halieutiques».

Lors de cette journée d'étude, plusieurs communications ont été présentées sur l'impact des changements climatiques sur les ressources halieutiques pélagiques, et les campagnes d'évaluation du stock des ressources pélagiques, menées entre 2013 et 2022 par le navire scientifique «Grine Belkacem», outre le plan d'aménagement et de gestion des pêcheries algériennes.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la journée d'étude, le ministre de la Pêche a évoqué les efforts déployés pour le développement de l'aquaculture et l'encouragement de l'investissement dans ce domaine.

S. N.

YOUCEF AOUCHICHE À BLIDA ET BATNA :

«Plus de prérogatives au pouvoir législatif»

Le candidat à l'élection présidentielle du 7 septembre du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a poursuivi ses sorties sur le terrain dans le cadre de la campagne électorale en se rendant, entre autres, dans la ville des Roses, Blida, et à Batna.

Animant une activité de proximité à la place de Bab Essebtet (Blida), le candidat du FFS a promis aux citoyens qui l'entouraient d'accorder «plus de prérogatives au pouvoir législatif afin qu'il s'acquitte pleinement de sa mission de contrôle».

Il a insisté qu'il donnera davantage de pouvoirs aux institutions de contrôle, notamment le pouvoir législatif afin de limiter l'empiétement du pouvoir exécutif, et ce, au cas où les citoyens voteraient pour lui et pour son programme électoral «Vision pour demain».

M. Aouchiche a ajouté que son programme est basé sur la séparation des pouvoirs et la création d'un équilibre entre eux, soulignant qu'il rétablira le respect des autorités législative et judiciaire, en accordant l'indépendance du pouvoir judiciaire, tout en annulant «la nomination» du président du Conseil supérieur de la magistrature, du président de la Cour suprême, et les présidents des tribunaux, ainsi que les juges.

Sur son chemin vers la place du 1er-Novembre (placette Ettoute) en plein centre-ville de Blida, le candidat à la présidentielle a écouté les préoccupations des citoyens, en leur expliquant les grands axes de son programme électoral.

Le candidat du FFS a indiqué, dans ses déclarations à la presse, qu'il y avait une grande harmonie et cohérence avec les idées qu'il a présentées aux Algériens pour faire progresser l'économie et construire un système social juste et efficace. Il a aussi affirmé qu'il y avait un écho très favorable de la part des citoyens qu'il a rencontrés dans d'autres villes du pays, notamment avec les propositions qu'il veut activer dans le domaine social, et ceux en faveur de la population des zones d'ombre qui ont cruellement besoin d'être prises en charge par l'Etat. Sur la placette Ettoute, M. Aouchiche, entouré d'une immense foule, a échangé quelques propos avec des jeunes sur sa «vision» sur le travail, en répondant à un jeune Blidéen, détenteur d'un master 2 en mécanique au chômage : «Plusieurs idées ont été proposées dans notre programme pour stimuler l'emploi aux jeunes, où on envisage à travers une partie de la fiscalité pétrolière, de créer un fonds d'investissement dédié aux grands projets de créateurs d'emploi.»


Youcef Aouchiche.

M. Aouchiche, très concentré malgré la fatigue apparente, a affirmé qu'il œuvrera, s'il est élu, à mettre en place un système économique équilibré qui donne aux compétences nationales la chance d'investir et que l'Algérie dispose de potentialités et de compétences lui permettant de réaliser le bond de développement tant attendu par le peuple algérien.

Enfin, le candidat à la présidentielle a promis à la population blidéenne de restaurer la splendeur de la ville des Roses, après qu'elle a été marginalisée ces dernières années dans pas mal d'aspects, notamment culturel et urbain.

Par ailleurs, dans la wilaya de Batna, le candidat du FFS a assuré que son programme électoral proposait «un projet de développement alternatif pour booster davantage le développement du pays». Il a affirmé, à ce propos, lors d'une rencontre de proximité au centre-ville, que son programme électoral «Vision de demain» se veut «un projet alternatif et porteur de solutions réalistes pour développer le pays et le prémunir des dangers qui le guettent».

Rappelant que son programme insistait sur «l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen et la protection des franges vulnérables», il a évoqué les principales propositions prévues dans son projet, notamment dans son volet politique telles que l'élargissement des prérogatives du pouvoir législatif.

Le candidat s'est rendu ensuite devant la stèle commémorative du Chahid Mustapha Benboulaid, où il a souligné l'importance de préserver la mémoire des Chouhada et d'œuvrer à réaliser leur rêve par l'établissement d'un Etat démocratique à caractère social.

Evoquant sa vision sur les relations diplomatiques de l'Algérie, M. Aouchiche s'est engagé à les reconstruire sur la base du respect mutuel et du principe d'égal à égal, notamment avec les pays occidentaux.

L'Algérie qui a arraché son indépendance et consenti des sacrifices «n'accepte ni tutorat ni regard colonial», a-t-il soutenu.

Le candidat œuvrera, en cas de son élection à la magistrature suprême, à favoriser le partenariat avec les pays africains et les peuples partageant les mêmes ambitions et espoirs, et à adhérer aux efforts visant à instaurer un nouvel Ordre mondial plus juste et équitable.

T. Bouhamidi et Hamid B.

EN MEETING DANS LES WILAYAS DU SUD

Hassani Cherif s'engage à valoriser le capital humain

LA VALORISATION des ressources humaines a été mise en avant par Abdelaali Hassani Cherif, candidat du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre, lors du meeting populaire qu'il a animé, hier, dans la wilaya d'Ouargla,

Ce rassemblement a été l'occasion pour M. Hassani Cherif d'affirmer que la «véritable force de l'Algérie réside dans ses citoyens», et que la protection ainsi que la valorisation de cette ressource est capitale pour le développement durable du pays.

Dans ses interventions, il a également insisté sur le fait que les Algériens disposent d'un potentiel de croissance considérable grâce aux ressources disponibles sur leur sol. Il a affirmé que les opportunités offertes par ces richesses naturelles et humaines doivent être pleinement exploitées pour garantir un avenir prospère à la nation.

M. Abdelaali Hassani Cherif se présente comme un candidat déterminé à utiliser les ressources humaines et naturelles de l'Algérie pour stimuler un développement économique équilibré et inclusif, en mettant l'accent sur la réforme administrative et la création d'un environnement propice à l'investissement et à la croissance régionale. Selon lui, cette approche permettra non seulement d'améliorer les conditions de vie des citoyens, mais aussi de renforcer la position de l'Algérie sur la scène internationale. La veille, M. Hassani Cherif a continué à défendre son programme auprès des électeurs, lors d'un meeting populaire, organisé dans la wilaya d'El Oued.



Abdelaali Hassani Cherif.

A cette occasion, il a déclaré que l'un de ses principaux engagements prioritaires serait de transformer certaines wilayas, notamment celles ayant un grand potentiel industriel, agricole et commerciale «grands pôles économiques». Il a argumenté que cette initiative vise à tirer parti des atouts économiques spécifiques de ces régions pour en faire des centres de croissance et d'innovation.

Il a aussi affirmé que dans le cadre de son programme il s'engage à la création d'une zone de libre-échange avec les pays africains, ce qui, selon lui, «renforcerait les échanges économiques et offrirait de nouvelles opportunités aux entreprises algériennes». Il a également évoqué son engagement à soutenir les régions du sud du pays, particulièrement celles à vocation agricole. Pour ce faire, Il propose de mettre en place des conditions favorables à l'investissement dans l'agriculture pour aider ces régions à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Il propose également de créer des incitations pour les jeunes agriculteurs et d'éliminer les barrières bureaucratiques qui freinent le développement de ces régions a fort potentiels.

Dans ses propositions pour l'amélioration des conditions de vie dans le grand sud du pays, M. Hassani Cherif a inclus la révision des horaires de travail en été pour mieux s'adapter aux conditions climatiques locales. Il a également mis l'accent sur la nécessité de réformes structurelles visant à améliorer l'efficacité administrative et à réduire la bureaucratie, qu'il considère comme un frein majeur au progrès. Il a réitéré à cette occasion l'un des points phares de son programme qui est de supprimer les daïras, qu'il juge comme des obstacles au développement et de réviser le découpage administratif pour permettre aux communes de jouer un rôle plus actif et efficace dans le développement local.

En exprimant sa gratitude envers les citoyens d'El Oued, où il a obtenu un soutien massif et un nombre important de parrainages, M. Hassani Cherif a souligné que cette wilaya est un exemple à suivre en matière de développement et de dynamique économique.

Le candidat du MSP a conclu son intervention en appelant les citoyens à une participation massive à l'élection présidentielle du 7 septembre. Il a qualifié ce scrutin de moment décisif pour l'avenir du pays et a incité les électeurs à soutenir sa candidature. Selon lui, son programme offre une opportunité unique de transformation et de progrès pour tous les segments de la société, en promouvant une réforme globale pour éradiquer la bureaucratie et le népotisme, et en protégeant les droits des citoyens.

Sihem Bounabi

LA PROMESSE DE TEBBOUNE DEPUIS DJANET

FAIRE DU SUD UN HUB ÉCONOMIQUE

Le candidat indépendant à la présidentielle, Abdelmadjid Tebboune, s'engage à transformer le Sud du pays en un pôle économique majeur, en établissant des zones franches et ouvrant des postes frontaliers avec le Niger et la Libye. Cette initiative vise, a-t-il affirmé depuis Djanet où il s'est rendu jeudi, à renforcer la coopération régionale, à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et à tirer parti de l'essor économique actuel pour diversifier l'économie nationale.



Tebboune lors de son meeting à Djanet.

Lors de son meeting à la salle omnisports de Zelouaz, le candidat indépendant a déclaré que «la forte production enregistrée aujourd'hui par l'Algérie dans plusieurs domaines, dont l'industrie pharmaceutique, l'électroménager, les industries de transformation» permettrait de commercialiser ces produits dans les pays voisins.

Cette initiative, présentée dans le cadre de la campagne électorale, vise à renforcer les échanges économiques et à promouvoir les liens de coopération et de fraternité entre l'Algérie et ses voisins du Sud. «L'Algérie ne se contente pas de tendre la main, elle œuvre activement pour le bien-être de son environnement. Le Niger est un pays frère, tout comme la Libye et le Mali. Nous les soutenons autant que nécessaire, et ils n'auront aucun tort de notre part», a déclaré Abdelmadjid Tebboune.

Et d'ajouter : «L'Algérie a été le premier pays à repousser une tentative d'attaque contre le Niger et nous continuons de défendre cet État frère. Nous tiendrons toujours parole. Notre relation restera fraternelle, comme elle l'a toujours été depuis notre indépendance et depuis les jours d'As-Salaf As-Saleh», a-t-il ajouté.

Les frontières algériennes présentent des opportunités variées : la frontière avec le Niger, historiquement stable et coopérative, favorise les échanges, tandis que la frontière avec la Libye, affectée par le conflit depuis 2011, connaît des fermetures fréquentes et des contrôles renforcés en raison de l'instabilité politique et des menaces sécuritaires. Convaincu de l'importance de développer les régions du Sud pour garantir un avenir prospère à l'Algérie, Tebboune a incité les jeunes du Sud à créer des start-ups dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, du tourisme et des services, en promettant un soutien actif à ces initiatives. «Aujourd'hui, nous avons développé une grande production dans les secteurs des médicaments, des produits alimentaires, de l'électroménager et de l'industrie de transformation. Nous allons permettre l'exportation de ces produits vers les pays voisins. Vos ancêtres commerçaient avec les nations voisines, et vous aussi, vous le feriez dans un contexte plus moderne», a-t-il promis.

Il s'est également engagé à soutenir les jeunes de la région dans la réalisation de leurs projets afin qu'ils puissent vivre dignement. «De nombreux jeunes Algériens se trouvent actuellement à l'étranger, que ce soit en Chine, aux États-Unis ou en Corée du Sud, pour acquérir une expérience qui profitera à leur pays à leur retour», a-t-il affirmé.

UNE RÉUNION DU GOUVERNEMENT À DJANET, SI...

Reconnaissant le rôle important des habitants des régions du Sud dans la protection et la défense de la patrie, Tebboune a promis, en cas de victoire au prochain scrutin, de tenir une réunion du gouvernement à Djanet pour s'enquérir des revendications des citoyens. Tebboune a révélé qu'il détient déjà la liste des revendications de la population de Tassili N'Ajjer, qui inclut la construction d'un hôpital, l'aménagement d'une route vers Amguid, et l'élévation de Bordj Haous au rang de daïra.

Cependant, par respect pour les autres candidats, il a expliqué qu'il ne souhaitait pas organiser un meeting électoral pour détailler ces projets. Il a promis qu'en cas de réélection, le gouvernement se réunira à Djanet pour examiner toutes les préoccupations locales, comme cela a été fait à Khenchela, Tissemsilt et Tindouf.

Tebboune a également assuré que des études approfondies seront menées pour explorer des sources d'eau et remettre en état les terres agricoles. Il a promis que si les investisseurs souhaitent s'engager dans des projets bancaires et hôteliers, toute la région bénéficiera de facilités d'ouest en est. Enfin, il a annoncé qu'il inaugurera, si tout se passe bien, la gare et la ligne ferroviaire reliant Tamanrasset à Alger.

Il a souligné le potentiel touristique de Djanet, qu'il considère comme un futur pôle majeur du tourisme saharien en Algérie. «Djanet dispose d'un important potentiel de développement dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, du commerce, de l'électroménager et des services», a-t-il déclaré. Il a promis d'offrir de nombreuses facilités pour encourager l'investissement dans ces domaines et stimuler ainsi la croissance économique de la région.

Tebboune a souligné que «la continuité est essentielle». Il a affirmé qu'au cours de son premier mandat, en particulier pendant la crise de Covid-19, le pays avait été paralysé pendant une année et demie, avec la fermeture des usines, des écoles et des lycées. «Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour protéger nos concitoyens», a-t-il ajouté. Il a également rappelé l'importation de grandes quantités de vaccins et d'équipements médicaux depuis la Chine pour faire face à la crise sanitaire.

Tebboune a également affirmé sa fidélité aux principes des Chouhada et Moudjahidine, les martyrs et combattants de la guerre de libération. Il a promis de poursuivre la défense des peuples opprimés et des causes justes à l'échelle mondiale, en mettant un accent particulier sur les causes palestinienne et sahraouie. «L'Algérie est un pays engagé pour le bien de tous et contre la tyrannie», a-t-il déclaré.

«Vous pouvez constater aujourd'hui que la voix de l'Algérie est forte et respectée, que ce soit par ses adversaires ou ses alliés. Au Conseil de sécurité de l'ONU, nous défendons la Palestine et le Sahara Occidental, tout comme nous protégeons ceux qui sont opprimés ou injustement traités, tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays. Nous nous tenons aux côtés des personnes modestes et faisons tout notre possible pour protéger nos voisins»

À la fin de son discours, Abdelmadjid Tebboune a exhorté les citoyens ^résents des sept wilayas du Sud — Djanet, Illizi, Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Adrar, In Guezzam, et In Salah — à se mobiliser massivement le 7 septembre pour lui renouveler leur confiance. «Allez massivement aux urnes le 7 septembre pour me permettre de poursuivre les réalisations que le peuple algérien attend», a-t-il déclaré, clôturant son discours par un appel fort à l'unité et à l'engagement citoyen.

De notre envoyée spéciale,
Meriem Djouder

MERAD À TIZI OUZOU, BÉJAÏA ET KHENCHELA

Appel à renouveler la confiance à Tebboune

LORS de sa visite à Akbou dans la wilaya de Béjaïa, à Tizi Ouzou, ou encore à Khenchela, le directeur de campagne du candidat libre à la présidentielle, Brahim Merad, a lancé un appel à l'électorat à renouveler sa confiance au candidat Abdelmadjid Tebboune, soulignant que le citoyen est au cœur de ses préoccupations. Il était plus de 17 heures quand Merad est arrivé à Tizi Ouzou, mercredi dernier, où il s'est d'abord rendu au siège du bureau de campagne local, sis à la rue Bouaziz. Après quelques échanges de propos de circonstances avec les animateurs locaux, Brahim Merad prit la direction du monument de chouhadas, sis au centre-ville, sur le boulevard Houari-Boumediène, où il s'inclina à la mémoire des martyrs de la guerre d'indépendance nationale. Et tout au long du chemin, c'est-à-dire une partie de la rue Bouazziz et une autre du boulevard Moh-Saïd Ouzeffoun, Brahim Merad était accompagné d'une foule nombreuse. Les citoyens voulaient entendre le discours de l'homme qu'ils connaissent déjà depuis de longues années et pour qui ils ont toujours nourri une grande sympathie. Connaissant parfaitement son poids à Tizi Ouzou, Brahim Merad en profita pour réaffirmer que «voter pour le candidat Abdelmadjid Tebboune, c'est lui permettre de poursuivre son grand programme de développement, notamment la finalisation des projets structurants», a-t-il dit. Le directeur de campagne au profit du candidat Abelelmadjid Tebboune a aussi mis un accent sur «la bonne politique sociale» menée jusqu'à maintenant par le président sortant et non moins candidat à sa propre succession. Une politique sociale «qu'il poursuivrait s'il venait à être réélu», a-t-il soutenu. Brahim Merrad, toujours souriant envers ses nombreux vis-à-vis, a encore mis en avant d'autres arguments mettant en exergue «le profil très présidentiable du candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune». Hier matin, Merad s'est rendu à Akbou (Béjaïa), où il a animé un meeting populaire dans la ville. Il a assuré que le programme proposé par le candidat indépendant Tebboune est dans la continuité des acquis réalisés durant le son premier mandat. «Le candidat Tebboune veut renforcer le développement économique et social de l'ensemble des wilayas du pays. Il propose des solutions et des démarches pour continuer le travail réalisé durant son premier mandat. Tebboune veut garantir une vie digne à tous les Algériens en Algérie ou à l'étranger car il a placé le citoyen au centre de ses intérêts» a-t-il expliqué. M. Merad a également mis en avant les réformes menées par le président Tebboune pour le secteur de l'enseignement supérieur. «Il a ouvert nos universités vers leur environnement direct et a facilité l'accès aux formations», a-t-il dit. Il a poursuivi que Tebboune a encouragé la création des maisons de l'entreprenariat au sein même des universités, et ce, afin de «faciliter l'accès de nos jeunes diplômés vers le monde du travail, de l'entreprenariat et de l'investissement. Aujourd'hui, l'étudiant peut terminer ses études en obtenant un diplôme et en créant sa propre boîte» a-t-il ajouté.

Saïd Tissegouine et Slimane O. B.

GAZA

Lancement d'une campagne de vaccination

La situation à Gaza, déjà aggravée par les bombardements incessants et un blocus inhumain visant à exterminer toute une population, prend une tournure tragique avec la résurgence de la poliomyélite dans l'enclave palestinienne.



Cette maladie, qui avait presque disparu grâce à des efforts de vaccination massifs dans le monde, menace maintenant la santé des plus vulnérables, notamment les enfants. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé hier le lancement à partir de demain d'une campagne de vaccination contre la polio en deux phases, après avoir obtenu l'accord de l'entité sioniste pour une série de "pauses humanitaires" de trois journées chacune, localisées dans la bande de Gaza. Dans un contexte où la vie des enfants est en jeu à cause, entre autres, de la polio, les pauses humanitaires deviennent essentielles. L'OMS a réussi à établir un accord de trois jours de pause dans chaque zone de Gaza, permettant ainsi l'accès des équipes de vaccination. La première phase de cette campagne se déroulera en trois pauses humanitaires échelonnées, permettant aux équipes de vaccination d'atteindre les enfants dans différentes zones de Gaza, notamment le centre, le nord et le sud. Cela survient dans un contexte d'agression sioniste inouïe contre l'enclave palestinienne, qui entre dans son 329e jour, et où les civils continuent à subir de lourdes pertes.

Cependant, le bureau du Premier ministre sioniste a souligné que ces pauses ne doivent pas être comprises comme une cessation de l'agression, mais plutôt comme une coordination pour administrer les vaccins dans des zones spécifiques. Cette déclaration soulève des questions sur la mise en œuvre pratique des pauses humanitaires : seront-elles suffisantes pour permettre une couverture vaccinale effective ?

"Ce que nous avons discuté et qui a été accepté, c'est que la campagne va commencer le 1er septembre, dans le centre de Gaza, pour trois jours, et il y aura une pause humanitaire" pendant plusieurs heures chaque jour, a déclaré Rik Peeperkorn, représentant de l'OMS à Gaza, lors d'une conférence de presse par vidéo, précisant que le même dispositif est prévu ensuite pour le sud et le nord du territoire pour la première des deux vagues de vaccination.

Les organisations internationales, comme l'OMS et UNICEF, continuent de recommander des pauses de sept jours pour assurer une vaccination adéquate. En raison notamment des routes endommagées et de la population déplacée, l'ONU pourrait avoir besoin d'un jour supplémentaire pour chaque zone, et l'accord prévoit que la pause humanitaire, programmée chaque jour entre le petit matin et le début de l'après-midi, soit alors prolongée, a-t-il précisé.

Si la vaccination contre la polio échoue à atteindre les enfants de Gaza, les conséquences pourraient être dévastatrices. La poliomyélite est une maladie contagieuse entraînant des paralysies et des complications potentiellement mortelles. Des épidémies de polio dans des zones de conflit où l'accès aux soins de santé est limité pourraient provoquer des crises sanitaires massives. L'OMS insiste sur l'importance de la vaccination comme premier moyen de défense contre cette maladie, surtout dans des contextes où la sécurité et les infrastructures sanitaires sont gravement perturbées.

"Il y a un accord, et nous espérons que toutes les parties le respecteront. Sinon, il sera impossible de mener une véritable campagne" de vaccination, a-t-il insisté.

Après 25 ans d'absence dans le territoire palestinien, le premier cas de polio a été confirmé récemment à Gaza sur un bébé de dix mois à Deir al-Balah, après la détection du poliovirus dans des échantillons d'eaux usées collectés fin juin à Khan Younès et Deir el-Balah.

L'ONU avait réclamé des pauses humanitaires de sept jours pour chacune des deux vagues de vaccination pour administrer le vaccin oral à 640 000 enfants de moins de 10 ans.

La deuxième dose du vaccin doit être administrée dans les quatre semaines qui suivent, a précisé le responsable de l'OMS.

Menace largement répandue voici encore une quarantaine d'années, la poliomyélite – qui peut entraîner en quelques heures des paralysies irréversibles – a très largement disparu dans le monde grâce aux vaccins.

UN SYSTÈME DE SANTÉ GRAVEMENT ENDOMMAGÉ

L'état du système de santé à Gaza est catastrophique. Selon Mike Ryan, directeur des urgences mondiales de l'OMS, jusqu'à présent, seulement 17 des 36 hôpitaux de la région fonctionnent partiellement. Les bombardements constants, les pénuries de carburant et de fournitures médicales ont gravement entravé les capacités de réponse sanitaire.

Depuis le début de l'agression en octobre 2023, l'OMS a documenté plus d'un millier d'attaques contre les services de santé dans les territoires palestiniens, dont près de la moitié à Gaza. Ces attaques ont causé la mort de dizaines de personnels de santé et des blessures à des centaines d'autres, compromettant ainsi l'accès aux soins pour la population.

La guerre que mène l'entité sioniste contre la population palestinienne ne se limite pas à la bande de Gaza. En Cisjordanie, les opérations militaires de l'armée d'occupation terroriste se poursuivent sans arrêt depuis octobre dernier. Des centaines de Palestiniens sont tombés en martyrs et des dizaines de maisons et des terrains ont été brulés, saccagés ou saisis.

L'AUTRE FACE DE LA CRUAUTÉ ISRAÉLIENNE, SE CONCRÉTISE EN CISJORDANIE

Les Nations Unies ont fermement condamné les déclarations du ministre israélien des Affaires étrangères, Yitzhak Katz, promettant des opérations d'" évacuation temporaire " des Palestiniens de Jénine et de Tulkrem, dans le nord de la Cisjordanie occupée. C'est ce qu'a déclaré hier la porte-parole du Bureau des droits de l'Homme des Nations Unies, Ravina Shamdasani, lors d'une conférence de presse à Genève.

"Ces déclarations ne font qu'aggraver une très mauvaise situation", a indiqué Shamdasani, soulignant que de telles déclarations émanant de responsables pouvaient encourager les violations des droits de l'Homme.

La responsable des Nations Unies a exprimé sa profonde préoccupation pour ce qui se passe en Cisjordanie, où l'occupation a lancé une offensive massive, avertissant du risque d'une aggravation de la situation catastrophique.

Il convient de souligner que mercredi dernier, l'armée d'occupation sioniste a lancé une offensive militaire dans le nord de la Cisjordanie, la plus importante depuis 2002.

Rappelant que le bilan des victimes de l'agression sioniste dans la bande de Gaza dépasse les 40.600 martyrs, dont une majorité d'enfants et de femmes, et près de 93.900 blessés.

Mohamed M.

SOUDAN

Inondations dévastatrices au nord du pays

LE NORD du Soudan est à nouveau plongé dans le chaos, alors que des inondations majeures continuent de ravager la région, faisant des dizaines de morts et de disparus. Les catastrophes naturelles viennent aggraver davantage une situation humanitaire déjà critique en raison des affrontements qui dure depuis près de seize mois dans le pays entre l'armée et les Forces de soutien rapide (FSR).

Déjà meurtrie par un conflit armé, la famine et une récente épidémie de choléra, la population soudanaise fait face à une autre tragédie. Le pays se retrouve aujourd'hui confronté à des pluies inhabituelles qui ont provoqué l'effondrement d'un barrage, compromettant la gestion des crues et aggravant la situation pour des milliers de Soudanais.

Le porte-parole de la défense civile soudanaise, Qureshi Hussein, a annoncé que 31 personnes ont perdu la vie dans le nord du pays à la suite des inondations, et ce nombre ne cesse d'augmenter. La situation est d'autant plus critique que le manque de fonds et de moyens compliquent les secours. Sur place, seuls quelques véhicules de construction sont disponibles pour aider à traverser les eaux déchaînées et réparer les routes. Les habitants doivent donc improviser des moyens de fuite et de survie, tandis que des communautés entières s'organisent pour se soutenir mutuellement.

Pour ceux qui ont survécu, l'épreuve est loin d'être terminée. Beaucoup se retrouvent sans abri, et les témoignages de personnes déplacées, rapportés par des médias, dépeignent une situation désespérante.

Les inondations et les fortes pluies de ce mois-ci au Soudan ont affecté plus de 317 000 personnes, dont 118 000 ont été déplacées. Ces chiffres viennent s'ajouter à l'une des pires crises de déplacement au monde, conséquence de la guerre qui ravage le pays.

R.I.

ARRESTATION DE PAVEL DUROV À PARIS

Quand la France réprime les libertés fondamentales

Sous le vernis lustré des discours occidentaux sur la liberté d'expression et les droits humains, une réalité sinistre se dessine : l'arrestation de Pavel Durov, le fondateur de Telegram, à Paris, expose l'hypocrisie crasse des élites européennes.



Alors qu'elles se présentent comme les gardiennes des libertés, leurs actions trahissent une volonté implacable de contrôle et de répression. Ce double discours, où les lois sont foulées aux pieds pour préserver des intérêts politiques, révèle une vérité accablante : la défense des droits fondamentaux n'est qu'un prétexte, un écran de fumée derrière lequel se cache une soif de pouvoir. Dans cette lutte pour la domination, les libertés fondamentales sont souvent sacrifiées, et les promesses de démocratie se muent en instruments de censure.

L'arrestation de Pavel Durov, survenue samedi dernier à son arrivée à l'aéroport de Paris, a provoqué une onde de choc dans le paysage médiatique international. Alors qu'il se rendait à un dîner privé avec le président Emmanuel Macron, les autorités françaises ont décidé de l'appréhender, soulevant des questions troublantes sur les motivations sous-jacentes et les implications diplomatiques d'un tel acte. À première vue, cet événement pourrait sembler isolé, mais il rappelle une époque où les promesses de sécurité se sont révélées illusoires. En 1414, l'empereur Sigismond avait promis à Jan Hus une protection totale, mais cette promesse s'est transformée en trahison, conduisant Hus à une mort tragique pour ses convictions.

Pavel Durov, en tant que fondateur de Telegram, une plateforme de messagerie reconnue pour sa □sécurité et son encryption, incarne la lutte pour la liberté d'expression et la diffusion d'informations □non censurées. En menant une opération contre lui, les autorités françaises semblent vouloir dérouler □un fil narratif qui va au-delà de la simple capture d'un individu. Cela soulève des questions sur la vraie □motivation derrière cette arrestation. Serait-ce une tentative de pression pour obtenir des □informations sensibles sur les codes de cryptage de Telegram, en pleine montée des tensions dues au □conflit en Ukraine ?□

Il est indéniable que Telegram a évolué pour devenir un réseau de communication sûr, particulièrement pour ceux qui cherchent à s'échapper des griffes de la censure, instrumentalisée par les occidentaux pour servir leurs intérêts et ceux de leurs alliés. L'arrestation de Durov pourrait être perçue comme une tentative d'affaiblir cette plateforme, en rendant un exemple des conséquences potentielles pour ceux qui choisissent de s'opposer aux systèmes établis. Les implications de cette arrestation ne se limitent pas à la relation entre Pavel Durov et la France. Elles concernent surtout la manière dont la liberté d'information est historiquement compromise par les puissances occidentales qui se posent en donneurs de leçons, surtout dans un climat d'hostilité politique international. En tant que moins d'un utilisateur sur Telegram pourrait s'en rendre compte, ce réseau social est devenu un bastion pour ceux qui cherchent à contourner les diverses restrictions imposées par un système de communication mondial manipulé pour servir seulement les intérêts des occidentaux et de leurs alliés.

Dans plusieurs pays occidentaux, la répression de la liberté d'expression s'est manifestée à travers des cas notables tels que celui d'Edward Snowden aux Etats-Unis, qui a révélé des programmes de surveillance de masse menés par la NSA, entraînant des poursuites judiciaires et une stigmatisation à l'encontre des lanceurs d'alerte, ainsi que des restrictions sur la diffusion d'informations sensibles. De même, le cas de WikiLeaks, qui a publié des documents classifiés exposant des abus de pouvoir gouvernementaux et des violations des droits humains, a conduit à des actions légales contre ses fondateurs, notamment Julian Assange, et à une pression accrue sur les journalistes et les médias qui tentent de relayer ces informations. Ces exemples illustrent comment ces gouvernements, sous prétexte de sécurité nationale, se permettent de restreindre la liberté d'expression et criminaliser ceux qui cherchent à informer le public sur des questions d'intérêt général.

L'arrestation de Pavel Durov, vivement critiquée par de nombreuses organisations de défense des droits humains qui voient en cela une régression pour la liberté d'expression, ne peut être ignorée, surtout dans le contexte actuel des relations tendues entre la Russie, son pays d'origine, et les pays européens. Les relations internationales, en particulier entre Moscou et Paris, sont marquées par une atmosphère de méfiance et de conflit. Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a clairement exprimé que les relations se trouvent au plus bas niveau en raison de la position de la France sur des questions telles que la liberté d'expression et le respect de la profession de journaliste. Cette situation n'est pas nouvelle. La Russie a déjà été confrontée à des obstacles en France, notamment en ce qui concerne l'accréditation de médias comme RT et Sputnik. Le gouvernement français, qui considère ces entités comme « des instruments de propagande », a clairement fait part de son refus d'accorder les statuts de médias de masse, illustrant ainsi une approche biaisée à l'égard de la liberté d'expression. Un aspect essentiel de cette affaire est le contraste entre les engagements pris par des pays occidentaux, comme la France, et leur mise en œuvre dans la réalité. En 1990, L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à l'initiative française, a adopté une déclaration solennelle pour garantir un libre accès à l'information. Alors que la Russie des années 90 était en pleine transformation, l'Occident a poussé ce pays à garantir cette liberté d'accès, mais une fois que la Russie a commencé à revendiquer ses intérêts, cet engagement a été négligé par plusieurs pays européens. Aujourd'hui, la Russie est souvent la seule à rappeler l'importance de cet engagement au sein de l'OSCE, tandis que les autres nations renforcent des lois restrictives.

JAPON

Le typhon meurtrier Shanshan fait craindre inondations

LE PUISSANT typhon Shanshan a touché terre jeudi avant-hier au Japon et déclenché des pluies diluviennes dans le sud du pays, faisant au moins cinq morts et des dizaines de blessés, selon les médias, les autorités mettant en garde contre le risque d'inondations et glissements de terrain.

Le typhon a frappé le Japon via l'île principale de Kyushu, dans le sud de l'archipel, où vivent 12,5 millions d'habitants, et a touché terre vers 8 h (23 h GMT mercredi) accompagné de vents allant jusqu'à 252 km/h, une intensité inédite depuis 1960 dans le pays. Il a ensuite perdu en intensité, avec des rafales atteignant 160 km/h maximum, mais a continué de provoquer des pluies diluviennes à Kyushu et au-delà, à mesure qu'il s'approchait de l'île principale de Honshu.

L'agence météorologique japonaise (JMA) a estimé que "le risque de désastre causé par les fortes pluies peut rapidement grandir dans le Japon occidental d'ici vendredi". Avant même que le typhon ne touche terre, de fortes précipitations se sont abattues sur le Japon, provoquant mardi dernier un glissement de terrain à 1000 km de Kyushu qui a coûté la vie à trois membres d'une même famille, un couple de septuagénaires et leur fils trentenaires.

Dans plusieurs endroits, les autorités ont émis le plus haut niveau d'alerte et conseillé à cinq millions de personnes d'évacuer leurs logements, sans que l'on puisse savoir combien d'entre eux ont suivi cette consigne. La ville de Kunisaki, dans la région d'Oita sur l'île de Kyushu, a prévenu ses habitants qu'ils devaient "évacuer vers un lieu sûr ou un endroit plus élevé, comme le deuxième étage de leur maison", en raison du risque d'inondation.

Au total, au moins 80 personnes ont été blessées sur l'île de Kyushu, selon la JMA, où les pluies ont transformé les rivières en torrents incontrôlés tandis que les vents violents brisaient les fenêtres des habitations et faisaient s'envoler les tuiles des toits. La télévision japonaise montrait des routes inondées et des lignes électriques en train d'être réparées.

R.I.

REAL MADRID

Kylian Mbappé n'y arrive toujours pas...

DE NOUVEAU muet face à Las Palmas, Kylian Mbappé donne l'impression de ne pas trouver ses marques. Athlétiquement, il n'est logiquement pas encore dans sa meilleure forme. Collectivement, son entente avec ses partenaires est encore trop limitée.

Kylian Mbappé pensait avoir parfaitement lancé son aventure madrilène en marquant son premier but dès son premier match sous ses nouvelles couleurs, face à l'Atalanta en Supercoupe d'Europe. Mais voilà, les choses ne se déroulent pas comme prévu pour l'attaquant français en Liga. Après trois titularisations, face à de modestes adversaires (Majorque, Valladolid et Las Palmas), il n'a pas trouvé le chemin des filets. Et c'est une première dans sa carrière. Les explications existent, mais elles ne satisferont pas l'énorme attente générée par sa venue au Real Madrid.

Contre Las Palmas ce jeudi soir, il a de nouveau été aligné en numéro 9 avec, Vinicius à gauche et Brahim Diaz à droite. La première période a malheureusement ressemblé à celle contre Valladolid, avec peu de mouvements collectifs, et un Mbappé pris dans la nasse. Il a tenté sa chance sans avoir véritablement d'espace, et s'est donc fait logiquement contrer. Et sur l'un de ses rares ballons en profondeur, il a de nouveau laissé l'impression d'un joueur encore loin de sa forme optimale. C'est pour l'aider à la retrouver que Carlo Ancelotti lui fait enchaîner les premières rencontres de championnat. Mais ce déficit athlétique apparent n'est pas compensé par un collectif huilé. Mbappé n'a pas encore ses repères avec ses coéquipiers, et il donne parfois l'impression de se déplacer un peu à défaut. Et lorsqu'il vient traîner dans sa zone préférentielle, à l'entrée de la surface côté gauche, on n'a pas senti un Vinicius désireux de combiner avec lui. Ainsi, pour la première fois, on a vu un Mbappé manifester son incompréhension avec des gestes envers son coéquipier brésilien.

Vinicius n'a pas forcément besoin de Mbappé lorsqu'il est lancé dans un débordement, et la propension du Français à systématiquement se positionner en retrait n'a pas séduit le Brésilien dans ses choix avec le ballon. Alors l'ancien Parisien a tenté sa chance de l'autre côté, avec quelques débordements intéressants mais au final inefficaces. Le voilà déjà après 3 matches à devoir résoudre cette équation que beaucoup avaient prédit insoluble : comment s'intégrer au Real Madrid dans un poste qu'il n'apprécie pas vraiment, et dans un effectif qui ne l'a pas attendu pour tout gagner ? Carlo Ancelotti, avec 2 matches nuls en 3 rencontres de Liga, n'a pas encore trouvé la recette. Et se retrouve ainsi avec son pire total de points dans l'élite à ce stade de la compétition depuis la saison 2019-2020.

LIGUE 1 MOBILIS

Le recrutement des joueurs étrangers doit respecter les dispositions réglementaires

Les équipes de Ligue 1 Mobilis recrutant des joueurs étrangers en vue de la nouvelle saison 2024-2025 qui débute le 21 septembre prochain, sont tenues à respecter scrupuleusement les dispositions réglementaires en la matière, notamment la qualité internationale du joueur, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) jeudi.



«Les clubs recrutant des joueurs étrangers doivent impérativement respecter les dispositions règlementaires, entre autres, la qualité internationale du joueur et la caution financière à verser à la LFP, ainsi que le permis de travail", précise l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel, à l'issue de la réunion de son bureau fédéral (BF) en session ordinaire élargie aux Ligues régionales et nationales mercredi au Centre technique national de Sidi Moussa.

Pour rappel, les clubs de Ligue 1 Mobilis peuvent recruter jusqu'à cinq joueurs étrangers, au lieu de trois précédemment, lors de la période d'enregistrement estival.

Cette décision avait été entérinée lors de la réunion du bureau fédéral qui s'est tenue fin juillet par visioconférence au siège de la FAF à Dély Brahim, en présence du directeur technique national, Amer Mansoul, qui a présenté aux membres du bureau fédéral les propositions des directeurs techniques des clubs professionnels, à l'occasion du collège technique national, portant sur l'augmentation du nombre de joueurs étrangers en Ligue 1 professionnelle. D'autre part, le BF a rappelé aux clubs professionnels n'ayant pas encore assaini leurs situations administratives et financières de "les régulariser en urgence avant le 10 septembre 2024 et qu'aucune dérogation ne sera accordée et aucune licence des catégories seniors ne leur sera délivrée après ce délai", affirme la même source.

Au cours de la même réunion présidée par le premier responsable de la Fédération algérienne de football, Walid Sadi, le BF a recommandé à la Ligue de football professionnel, d'accompagner les clubs professionnels et les sensibiliser sur les questions de gestion administrative et financière, et de rationaliser au maximum les dépenses qui doivent être en adéquation avec les produits générés par le club.

35 ARBITRES ALGÉRIENS CERTIFIÉS VAR ET A.VAR

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé, jeudi, qu'elle disposait désormais de 35 arbitres certifiés VAR et A.VAR, ainsi que la certification de trois instructeurs VAR, à l'issue de la formation sur le système d'assistance referee VAR à l'académie de la VAR de la Confédération africaine de football en Egypte.

"Le bureau fédéral se félicite du travail accompli par le département de l'arbitrage, notamment la formation sur le système d'assistance referee VAR à l'académie de la VAR de la Confédération africaine de football qui s'est tenue au cours du mois d'août en Egypte. Grace à cette opération la FAF dispose désormais de 35 arbitres certifiés VAR et A.VAR, ainsi que la certification de 3 instructeurs VAR", a précisé la FAF dans un communiqué publié à l'issue de la réunion du bureau fédéral. Un premier groupe composé de 14 arbitres a pu, durant son séjour au Caire (7-17 août), recevoir des cours théoriques et des sessions pratiques sur la technologie de la VAR, alors que le deuxième groupe regroupant 21 arbitres a suivi la même formation du 18 au 28 août. Le système d'assistance referee VAR sera mis en place dès le début de la saison 2024-2025, affirmé l'instance fédérale.

En février dernier, le président de la FAF Walid Sadi, avait annoncé le lancement de la VAR en championnat de Ligue 1 professionnelle dès la saison prochaine (2024-2025). Quelques semaines plus tard, la FAF a lancé un appel d'offres national et international pour l'acquisition de quatre vans VAR, tout équipés.

Pour rappel, la VAR a été utilisée à partir des quarts de finale de la précédente édition de la Coupe d'Algérie 2024, en demi-finales, et en finale, disputée le 5 juillet et remportée par le CR Belouizdad face au MC Alger (1-0).

Le bureau fédéral s'est également félicité de la désignation de l'arbitre internationale Ghada Mehat pour officier lors de la Coupe du Monde féminine de la catégorie des moins de 17 ans, prévue du 10 octobre au 3 novembre 2024 en République Dominicaine.

FOOTBALL FÉMININ

Des mesures prises pour le développement

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a annoncé jeudi, la réorganisation du championnat féminin dans le but d'impulser davantage le développement de la pratique de la discipline.

''Le bureau fédéral a adopté de nouvelles mesures de réorganisation du championnat de football féminin. Désormais, la première division sera réorganisée avec douze clubs pour augmenter le temps de jeu et celle de la deuxième division sera réorganisée en quatre groupes régionaux'', indique l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel.

La décision a été prise au cours de la réunion ordinaire du Bureau fédéral, élargie aux ligues régionales et nationales, tenue le mercredi 28 août, sous la présidence du patron la FAF, Walid Sadi, au Centre technique National (CTN) de Sidi Moussa (Alger).

Selon la même source, le financement du football féminin ''sera revu de manière plus objective''.

Par ailleurs, ''la ligue et la commission du football féminin sont appelées à se réunir avec les clubs pour consultations. Un cahier des charges sera élaboré en ce sens'', souligne l'instance fédérale.

D'autres décisions ont été prises par le Bureau fédéral dans le cadre du développement du football féminin, ainsi la commission du football féminin est chargée de préparer un projet de coopération à proposer à la Fédération algérienne du sport universitaire.

Enfin, la FAF a annoncé que le football féminin sera intégré au programme FIFA/TDS dès cette saison, ainsi que la mise en place des sélections régionales féminines pour participer au tournoi national ''Khodor El Mustakbel'' pour la saison 2024/2025.

PETKOVIC DÉVOILE SA LISTE DEVANT LA PRESSE

Des zones d'ombre, des contradictions et des non-dits

Mahrez, Chaibi, Amoura Atal, Khendoussi, Belaid, Sayoud etc ... Il a essayé mais n'a convaincu personne sur certains points

Par Azouaou Aghiles



Expression consacrée après chaque sortie médiatique d'un entraîneur national (pas seulement en Algérie) en prévision d'un stage de préparation ou d'un simple match international. Pour ne pas déroger à la règle et avant le rassemblement des Verts, lundi prochain, sur la route des deux rencontres qualificatives à la CAN 2025 prévue normalement au Maroc, Petkovic a tenté d'expliquer tant bien que mal, par moments plutôt mal que bien, ses choix après avoir dévoilé la liste des sélectionnés (26 finalement) avec laquelle il compte aborder les deux écueils nommés Guinée-équatoriale (5 septembre à Oran) et Libéria (10 septembre à Monrovia). Deux sorties pour le compte des 1ère et 2e journées, sauf bien sûr accident imprévisible, abordables pour les leaders du groupe « E » contre de modestes adversaires même si Vladimir Petkovic se veut prudent en prévenant qu'il ne s'agira pas d'une simple formalité. En avertissant notamment que ce ne sera « pas facile » en raison de la « différence de styles » des deux adversaires.

ATAL ET AMOURA OUI, CHAIBI ET KENDOUCI NON !

Loin des pronostics, avec des préjugés largement favorables pour l'Algérie, le premier responsable de la barre technique s'est montré, en plus d'un problème de communication qui perdure et finit par agacer donnant à la conférence de presse un air de monotonie, imprécis dans ses réponses en multipliant les non-dits et les contradictions quand il fallait monter au créneau pour justifier une liste qui n'a pas convaincu beaucoup de monde. Comme dans un jeu de devinettes. D'autant que l'intéressé éprouve du mal à faire passer son message. De la surprise Amir Sayoud, milieu de terrain d'Al Raed (Arabie saoudite), dont c'est la première parmi les Verts et qu'il explique tout simplement par les « échos favorables qui lui sont parvenus », louant au passage sa grande expérience autant que ses qualités exceptionnelles » et veut le « voir à l'œuvre », à Youcef Atal toujours à la recherche d'un point de chute et donc sans club, en passant par Azzedine Belaid qui ronge actuellement son frein depuis son départ en Belgique du côté de Saint Trond, et Amine Amoura, parti en Allemagne (Wolfsburg) à l'intersaison mais malheureusement victime d'une méchante blessure et qui attend de se remettre sur pied pour signer sa première apparition dans la très exigeante Bundesliga, à Farès Chaibi qui constitue désormais une véritable énigme et qui déroute l'opinion d'autant que la jeune pépite fait des merveilles depuis son arrivée à l'Eintracht Francfort, une écurie où il s'est fait une place de choix, ou Riad Mahrez dont le retour est salué unanimement par l'opinion après le catastrophique l'intermède CAN de Côté d'Ivoire où il a été véritablement lynché, ou, enfin, l'ailier d'Al Ahly du Caire, Kendoussi, qui devra encore prendre son mal en patienter avant de trouver peut-être grâce aux yeux du sélectionneur en raison d'un « temps de jeu jugé insuffisant (sic) ». Que dire du rappel, dans l'air depuis quelque temps déjà, de Alexandre Oukidja qui fait une victime de choix, le portier de l'USMA, Benbot, (provisoirement et ce n'est pas sûr ?) sautant du tableau malgré une solide expérience des terrains africains, de la convocation de pas moins de trois joueurs (Ryan Aït Nouri, Moncef Khacef et Jaouen Hadjam) pour le poste de latéral gauche. Il faudra nous convaincre et ça soulève de gros points d'interrogation quand on sait que Bensebaini, a par exemple le profil pour dépanner en cas de pépins de dernière minute. Comme il faudra nous expliquer en quoi, par exemple, Amoura sera de la partie quand son nouvel employeur informe qu'il ne sera pas prêt avant la fin de la prochaine trêve internationale (lire le début de la 2e quinzaine de septembre au plus tôt si tout va bien). Ou pourquoi Atal qui sera là en guise de « soutien psychologique », qui reste un pilier indispensable de l'EN sera plus performant (il n'évolue pas au même poste, on le sait) qu'un Chaibi qui joue régulièrement car bien installé dans un club où la concurrence est impitoyable ou Kendouci qui a terminé le championnat d'Egypte qui vient à peine de s'achever le plus normalement du monde et que tout le monde donnait pour partant certain.

UNE HISTOIRE DE « VIEUX » QUI ROULE ENCORE

Enterré trop tôt mais fortement soutenu par ses milliers de fans, l'irremplaçable Mahrez, retrouve malgré le « poids de l'âge » (on aura tout lu et entendu) grâce, en plus de son brassard de capitaine pour diriger la manœuvre (en tant que « 2e entraîneur sur le terrain », dixit Petkovic) et ferme définitivement une douloureuse parenthèse sentant le règlement de comptes au nom d'une supposée « fin d'époque », les vieux briscards devant céder la place aux plus jeunes. Sauf qu'un jeune, pétri de qualités celui-là et une des forces montantes de la vitrine du football national vient, pour des raisons mystérieuses, de sauter des plans du driver qui avait toutes les raisons de montrer sa gêne à l'évocation de son nom et qui ne convaincra personne quand il assène (sans conviction aucune, on précise) que la révélation Hadj Moussa, qui évolue au plus haut niveau aux Pays Bas mais pas encore assuré d'une place de titulaire à Feyenoord, est « meilleur que Chaibi » dont l'absence prolongée fait désormais débat. Petkovic a dit. Sans rien dire au fait, la conclusion étant qu'il est loin (il en donne la nette impression) de diriger seul la manœuvre à l'heure des choix, lui qui cède heureusement ou ceux qui le lui ont chuchoté à l'oreille (simple supposition bien sûr) qu'il fallait se passer des précieux services d'une super star mondiale (il est loin d'être fini) de la trempe d'un Mahrez. En attendant que Petkovic, qui a du mal à s'exprimer, maîtrise le français (même approximatif) et qu'il en finisse une fois pour toutes de nous imposer cette fastidieuse punition d'interprètes à la peine, on espère ne pas revivre ces campagnes médiatiques où tout le monde tombait sur tout le monde au détriment de l'intérêt de l'Equipe Nationale qui a besoin au plus vite de retrouver le calme et le niveau qui l'a révélée au monde un certain été 2019 sur les bords du Nil avec en prime le précieux et tellement prestigieux trophée continental suivi par une longue série de matchs sans défaites. Un titre majeur et une série malheureusement stoppée net comme l'ont voulu ses détracteurs avant de pousser son artisan en chef, Djamel Belmadi, à la sortie par la porte de service. Comme un malpropre. Mahrez est de retour et échappe sur le fil au même traitement ? Réaction peut être tardive après avoir été salement traîné dans la boue en même temps que son mentor, mais salutaire lui qui s'est prononcé finalement sur son avenir international en acceptant de faire son come-back avec la promesse d'aider les couleurs à reprendre leur place aux plus hauts sommets du continent. Ce n'est, sûrement, que partie remise pour le prometteur et talentueux Farès Chaibi dont le grand retour devrait intervenir, suggère Petkovic (pour couper court aux supputations) dès la trêve de novembre. Soit deux petits mois pour lever les équivoques et se préparer au meilleur avec la récupération des blessés, des « sans –club » ou des « en manque de temps de jeu ». Fin des polémiques ? Disons place au jeu. On verra après !

A.A

Liste des 26 joueurs :

Gardiens :
Alexis Guendouz (Persepolis FC/Iran), Anthony Mandrea (SM Caen /France), Alexandre Oukidja (FC Metz/France).
Défenseurs :
Ryan Aït Nouri (Wolwerhampton), Moncef Khacef (CR Belouizdad/ Algérie), Jaouen Hadjam (Young-Boys/Suisse), Mohamed Amine Madani (JS Kabylie), Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis/ Tunisie), Ramy Bensebaini (Borussia Dortmund/Allemagne), Zinedine Belaïd (Saint-Trond/Belgique), Aïssa Mandi (Lille/France), Mohamed Farsi (Columbus Crew/Canada), Youcef Atal (Sans club).

Milieux :
Ismaël Bennacer (AC Milan/Italie), Ramiz Zerrouki (Feyenoord/Pays-Bas), Hichem Boudaoui (FC Nice/France), Adem Zorgane (Charleroi SC /Belgique).
Attaquants :
Houssem Aouar (Al Ittihad/Arabie Saoudite), Amir Sayoud (Al Raed/Arabie Saoudite), Mohamed Amine Amoura (Wolfsburg/Allemagne), Saïd Benrahma (O.Lyon/France), Riyad Mahrez (Ahli Saudi/Arabie Saoudite), Anis Hadj Moussa (Feyenoord/Pays -Bas), Yacine Benzia (Qarabag FK/Azerbaïdjan), Amine Gouiri (Stade Rennais/France), Baghdad Bounedjah (Al Shamal/Qatar).

TRAITEMENT D'UNE EMBOLIE PULMONAIRE AU CHU D'ORAN

Expérimentation réussie

L'ÉQUIPE médicale du service de cardiologie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran a réussi à expérimenter une nouvelle technique permettant le traitement d'une embolie pulmonaire (caillot de sang dans une artère pulmonaire), ce qui expose dans la plupart des cas le patient à la mort, a indiqué cet établissement de santé.
Cette nouvelle technologie consiste à ouvrir des aspirateurs locaux guidés par ultrasons pour traiter les embolies pulmonaires à haut risque, selon la cheffe du service de cardiologie, Pr Laaradj Nadia.
Cette technologie ouvrira de nouveaux horizons dans le traitement des patients présentant une embolie pulmonaire, d'autant que de nombreux cas exposés à cette pathologie présentent un très haut degré de risque, a ajouté la même source.
La technique expérimentée a été réalisée par une jeune équipe algérienne dirigée par Dr Aoumer Hamid et supervisée par Pr Laaradj.

R.R

MILA

Vers la construction de 300 logements LPL

LES TRAVAUX de construction de 300 logements publics locatifs (LPL) à travers 10 communes de la wilaya de Mila viennent d'être lancés, a indiqué mardi le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Samir Siab.
Ce programme d'habitat, inscrit en 2023, est réparti sur les communes de Mila (40 unités), Oued Athmania (40), Teleghma (40), Ferdjioua (40), Tadjenanet (30), Ain Ettine (30), Tiberguent (20), Ain Mellouk (20), Hamala (20) et Ahmed-Rachedi (20), a précisé M. Siab.
Le même responsable a également souligné que ces logements devront être réalisés dans un délai contractuel de 14 mois, et seront réceptionnés « avant la fin de l'année 2025 », les travaux ayant été lancés entre le 4 juillet et le 22 août de l'année en cours.
Pour rappel, le wali, Mostafa Koreïch, avait annoncé que la wilaya de Mila bénéficiera, en 2024, d'un nouveau programme de logements comprenant 5.000 unités, à savoir 2.000 logements publics locatifs et 3.000 aides à l'habitat rural.

R.R

UNITÉ DU GROUPE GIPLAIT À BOUIRA

L'usine sera opérationnelle en septembre

Unité du groupe public Giplait sera opérationnelle à partir du 1er septembre prochain à Bouira, avec une moyenne de production initiale de 150.000 sachets de lait par jour. C'est ce qu'a indiqué, mercredi, la direction des services agricoles (DSA).



Tira Adra, directrice des services agricoles, a expliqué que les travaux de réalisation de cette unité ont été lancés en 2013, et le projet a connu des retards. Elle sera opérationnelle à partir du 1er septembre pour répondre aux besoins de la wilaya en matière de lait en sachet.
Le projet a fait récemment l'objet d'une visite du wali Abdelkrim Laâmouri, qui s'est enquis du taux d'avancement des travaux. Sur le site du chantier, le chef de l'exécutif a demandé à l'entreprise réalisatrice d'accélérer davantage les travaux afin qu'elle puisse être opérationnelle début septembre prochain.
Une fois inaugurée, cette unité produira dans un premier temps une quantité de 150.000 sachets/jour de lait, selon les détails fournis lors de cette visite par un représentant du groupe Giplait, Lounes Nassim. « Sa capacité de production sera renforcée au fur et à mesure pour répondre à tous les besoins de la wilaya en matière du lait en sachet. Cela nécessite une extension et un autre terrain pour construire un magasin pour la poudre de lait, ainsi que pour la production des dérivés du lait à l'avenir », a-t-il expliqué.
Cette usine, qui générera après son ouverture plus de 120 postes d'emploi pour les jeunes de la wilaya, est réalisée sur une surface de plus de 6000 m2, avec une production devant atteindre jusqu'à 300.000 sachets/jour.
Selon des statistiques établies par la direction locale du commerce, la wilaya de Bouira a besoin de 230.000 sachets de lait par jour, alors que la quantité distribuée actuellement n'est que de 180.000 sachets provenant de la laiterie Yahiaoui à Kadiria, et de la laiterie Mokli à Ain Bessam.

R.R

RÉSEAUX DE FIBRE OPTIQUE À BÉCHAR

Mise en service de plus 2 000 km

LE PROJET de généralisation du réseau de téléphonie et d'internet à base de fibre optique dans la wilaya de Béchar a permis la pose et la mise en service, ces trois dernières années, de 2.500 km de réseaux de câbles de fibre optique, a indiqué , mercredi, la direction locale opérationnelle d'Algérie-Telecom (AT).
L'opération s'inscrit dans le cadre de la modernisation des services de téléphonie et d'accès à l'internet haut débit à travers toutes les communes et zones éloignées de la région, a précisé le responsable de cette direction, Moulay Kihal. La mise en place de ce réseau au titre de la technologie FTTH (fibre optique jusqu'au domicile ou entreprises) a permis à la fin de ce mois d'août 2024, le raccordement de 45.000 abonnés à ce support technologique, a-t-il expliqué.
La réalisation de ce réseau de fibre optique à hauteur de 75 % du programme dont a bénéficié la wilaya a permis aussi le raccordement d'une dizaine de zones frontalières et éloignées de la wilaya à cette technologie de téléphonie et de l'internet à haut débit, ce qui constitue un apport « très important » du secteur à leur désenclavement, a-t-il ajouté.
Ce projet de généralisation des réseaux de fibre optique, qui se poursuivra jusqu'à sa réalisation global en 2025 à travers la wilaya, offre désormais aux bénéficiaires, dont des institutions administratives et des entreprises (tous secteurs confondus), plusieurs avantages, dont des vitesses de transfert de données plus élevées, un système informatique des plus fiables en plus de son moindre coût d'entretien pour Algérie-Télécom, a fait savoir le même responsable local d'AT.

R.R

RÉSEAU ÉLECTRIQUE À AIN DEFLA

102 exploitations agricoles raccordées

PLUS d'une centaine de périmètres et d'exploitations agricoles ont été raccordés au réseau électrique dans la wilaya d'Ain Defla. C'est ce qu'a annoncé, mercredi, la direction des services agricoles (DSA).
A ce titre, M'hamed Makrachi, responsable du secteur agricole, a fait savoir que « Nous comptons aujourd'hui 102 exploitations agricoles totalement raccordées au réseau électrique à travers la wilaya sur un nombre total de 171 exploitations prévues dans ce programme ». Il a ajouté que les travaux de raccordement sont en cours de réalisation pour 29 autres exploitations agricoles, tandis que 7 autres sont au stade de consultation avec les entreprises chargées de la réalisation des travaux. En outre, le raccordement de 18 exploitations agricoles est en instance d'accord au niveau des bureaux d'études, et 9 autres projets sont en cours d'étude par les services de la Sonelgaz d'Ain Defla, a souligné M. Makrachi. Une enveloppe financière de l'ordre de plus de 250 millions DA a été consacrée par les pouvoirs publics en vue de concrétiser ce programme, a affirmé le même responsable, indiquant qu'un montant de 113,61 millions DA a été déjà consommé.
Le même responsable a noté, par ailleurs, que ses services ont enregistré plusieurs demandes des agriculteurs pour être raccordés à l'électricité dans le but d'améliorer la production agricole.

R.R

INITIÉE PAR LA DIRECTION DE LA CULTURE

Des jeunes à la découverte du patrimoine d'Annaba

En collaboration avec l'Association Culturelle Al-Bachaer et dans le cadre d'une formation en calligraphie arabe, soutenue par le ministère de la Culture et des Arts, une visite enrichissante a été organisée par la direction de la culture de la wilaya de Annaba pour les élèves inscrits au programme. Une opportunité offerte aux jeunes de la région pour se reconnecter avec leur héritage culturel.

Les jeunes participants, accompagnés de leurs parents, ont eu l'occasion de découvrir la Casbah d'Annaba, un site historique de premier plan, classé au patrimoine national. Ce monument, témoin de la résistance héroïque des habitants contre l'occupant colonial, a été le théâtre de nombreux événements tragiques, où des centaines de militants de la cause nationale ont perdu la vie.

M. Amer Djedid, professeur d'histoire à l'université d'Annaba, a guidé les visiteurs à travers l'histoire complexe de ce lieu emblématique, offrant des explications approfondies sur son importance historique. La visite a ensuite conduit le groupe dans la vieille ville d'Annaba, incluse dans le secteur sauvegardé de la wilaya. Là, les



élèves ont exploré les anciennes ruelles, se plongeant dans les récits qui ont marqué la région jusqu'au déclenchement de la Révolution algérienne.

Un des moments forts de la visite a été la découverte de la maison du moudjahid Mustapha Ben Bouda, lieu de rencontres secrètes avec d'autres figures de la résistance, tels que Zighoud Youcef et Larbi Ben M'hidi. Le périple s'est achevé par une visite des mosquées historiques Abou Marouane Echérif et Salah Bey, ancrées dans le passé glorieux de la ville.

Cette initiative s'inscrit dans la volonté de la direction de la Culture de renforcer les liens des jeunes avec leur patrimoine, tout en promouvant les richesses culturelles de la wilaya d'Annaba.

A.B.

MOSTAGANEM

Riche programme pour les Enfants à la Maison de la Culture Ould Abderrahmane Kaki

DANS le cadre de la saison estivale, la Maison de la Culture Ould Abderrahmane Kaki de Mostaganem a lancé depuis lundi 26 aout Un programme culturel varié à destination des enfants. Ce programme, qui s'étend sur plusieurs jours, vise à offrir aux jeunes de la région et aux nombreux visiteurs des activités éducatifs et divertissantes à travers plusieurs places publiques de la ville.

L'initiative, qui fait partie du programme culturel et artistique de la Maison de la Culture, propose une série d'activités spécialement conçues pour les enfants. Les jeunes spectateurs pourront assister à des spectacles de théâtre, qui mettront en scène des histoires captivantes et adaptées à leur âge. Des spectacles de clown viendront ajouter une touche d'humour et de légèreté, tandis que des séances de conte transporteront les enfants dans des mondes imaginaires, stimulants leur créativité et leur goût pour la narration.

Pour les amateurs d'activités pratiques, un atelier de peinture sur visage permettra aux enfants de se transformer en leurs personnages préférés. Des tours de magie viendront ajouter une dimension mystique à l'événement. En parallèle, des activités récréatives sont prévues afin d'offrir des moments de plaisir collectif, renforçant les liens entre les jeunes participants.

Les festivités ont commencé sur la Place Palestine (Salamander), une des places emblématiques de Mostaganem. jeudi 29 août, le programme s'est poursuivi tard la nuit à la Place Al-Moutariba. Ce programme conniatra son épilogue aujourd'hui 31 août à la Place des Dunes de Sable (Sablettes).

L'accès à toutes les activités est gratuit, ce qui permet à un large public de profiter de ces moments de détente et de partage.

Le théâtre Ould Abderrahmane Kaki, situé au sein de la Maison de la Culture de Mostaganem, est un symbole de la culture dans la région. Baptisé en l'honneur du dramaturge et metteur en scène Ould Abderrahmane Kaki, ce théâtre est un lieu emblématique où se sont déroulées de nombreuses représentations qui ont marqué l'histoire théâtrale en Algérie. Kaki, originaire de Mostaganem, est reconnu pour son apport significatif à la scène théâtrale nationale, avec des œuvres qui mêlent tradition et modernité, abordant souvent des thèmes sociaux et politiques.

A.B.

FESTIVAL DU FILM FRANCOPHONE D'ANGOULÊME

Le film « Barbès, Little Algérie » de Hassan Guerrar, ovationné

AU DEUXIÈME jour du Festival du film francophone d'Angoulême, les cameras étaient braquées sur le film de Hassan Guerrar.

Il y avait foule mercredi matin dans la salle du Cinéma de la Cité pour découvrir Barbès, Little Algérie. Une salle comble pour un premier long métrage emballant. Celui d'Hassan Guerrar, figure bien connu des journalistes car attaché de presse de films (dont la Palme d'Or La Vie d'Adèle) et de comédiens (Gérard Depardieu, Isabelle Adjani…) depuis des années. Encouragé par Audrey Diwan (qu'il a accompagné pour L'Evénement) qui a participé au scénario, il a sauté le pas et s'est lancé dans sa première réalisation.

Comme son titre l'indique, le cap est mis ici cap sur le quartier parisien de Barbès dans lequel son personnage principal, un quadragénaire célibataire, emménage et accueille son neveu fraîchement arrivé d'Algérie. Le point de départ d'une chronique toute en finesse, portrait de la communauté algérienne qui vit et fait vivre ce lieu du nord de la capitale. Parce qu'il connaît son sujet sur le bout des doigts, Guerrar la raconte avec un œil débordant d'amour mais jamais dupe.

Résultat : à l'écran, au-delà du fait que l'action se situe au cœur de la récente crise sanitaire, chaque scène fait découvrir au spectateur un Barbès jamais vu à l'écran, à la manière d'un village caché aux yeux de ceux qui ne savent pas la regarder. A l'intérieur de ce village, co- existent la plus grande des fraternités et la plus triviale des violences. Et, au gré de personnages riches en couleurs, Barbès, Little Algérie évolue en permanence entre ces extrêmes, au fil d'un récit riche en rebondissements, mené avec un vrai talent de conteur, capable de faire vivre énormément de sous-intrigues sans jamais abîmer sa colonne vertébrale. Chez Guerrar, l'émotion s'écrit avec un E majuscule. Elle est le moteur d'un film qui dialogue avec le récent Goutte d'Or. Jusqu'à la puissance tout en finesse de son acteur principal : Karim Leklou chez Clément Cogitore, Sofiane Zermani chez Hassan Guerrar. De plus en plus présent sur grand écran (Avant que les flammes ne s'éteignent, La Vénus d'Argent…), il y franchit ici un nouveau cap.

R. C.

LITTÉRATURE

Prix Transfuge du meilleur roman français pour "Houris" de Kamel Daoud

L'ÉCRIVAIN algérien Kamel Daoud a reçu mercredi le prix du meilleur roman français de la revue culturelle Transfuge pour "Houris" (Gallimard), consacré aux évènements des années 1990 en Algérie.

L'ouvrage, qui aborde le tabou de la décennie noire dans l'Algérie des années 1990, était qualifié de "grand roman âpre, sombre, rugueux" qui "mérite le Goncourt" dans le dernier numéro du magazine Transfuge.

Dans "Houris", Aube, une jeune femme enceinte, raconte à la petite fille qu'elle attend le massacre de toute sa famille, une vingtaine d'années auparavant, au cours duquel des terroristes ont tenté de l'égorger, la laissant défigurée et muette.

Selon Kamel Daoud, "Houris" "est une histoire algérienne, mais pas uniquement algérienne. Ça s'est passé de la même sorte en Irak, en Syrie, au Soudan"...

L'écrivain avait obtenu le prix Goncourt du premier roman en 2015 avec "Meursault, contre-enquête", qui donnait vie à "l'Arabe" de "L'Étranger" d'Albert Camus. Le prix Transfuge d'honneur 2024 récompense une autre tête d'affiche de cette saison, James Ellroy pour "Les Enchanteurs", sur le meurtre d'une actrice de série B à Los Angeles le 4 août 1962, la nuit de la mort de Marilyn Monroe.

R. C.

SYRIE

Réouverture de quatre souks restaurés dans la vieille ville d'Alep

UN MUSICIEN joue du "oud" à côté d'un autre jouant du "qanoun" lors de la réouverture de souks restaurés, après avoir été endommagés lors de la guerre, dans la vieille ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, le 28 août 2024

Quatre souks de la vieille ville d'Alep, endommagés par les combats qui ont ravagé cette ville du nord de la Syrie pendant la guerre, ont rouvert après une longue restauration, selon un photographe de l'AFP.

Classée en 2018 au patrimoine mondial en péril de l'Unesco, la vieille ville d'Alep a été l'une des lignes de fronts les plus meurtrières du conflit entre les forces gouvernementales et les factions rebelles de 2012 à 2016, lorsque les forces gouvernementales, ont reconquis la ville, l'une des plus vieille du monde.

Après leur restauration par des institutions privées et parrainées par l'Etat, les quatre souks ont rouvert mercredi soir en présence de responsables, d'habitants et de représentants d'ONG, dans la vieille ville, qui attirait avant le déclenchement du conflit des milliers de commerçants et de touristes.

Trois autres souks restaurés avaient récemment rouvert sur un total de 37 autour de la citadelle d'Alep. Les commerces s'étendent sur environ 100 mètres dans la vieille ville, où de nombreux vestiges historiques avaient été réduits en cendres au début du conflit.

Dans le souk de Saqtiya 2, Omar al-Rawwas, 45 ans, a rouvert son magasin de tapis, après des années de fermeture.

"Quand je suis revenu dans le magasin (...), j'ai eu l'impression de revenir 35 ans en arrière, comme si le lieu avait retrouvé son âme", déclare-t-il. M. Rawwas affirme que sa situation commence à s'améliorer.

Il note le retour de clients qui étaient partis à l'étranger pendant la guerre. "Quand ils rentrent chez eux, ils découvrent leurs tapis infestés de mites et décident donc de les restaurer".

Deuxième ville du pays et capitale économique avant la guerre, Alep était célèbre pour son marché couvert, le plus grand au monde avec ses 4.000 échoppes et 40 caravansérails.

Selon l'Unesco, environ 60% de ce marché a été gravement endommagé et presque 30% totalement détruit pendant la guerre.

L'armée syrienne a repris Alep après un siège de la ville et l'évacuation de dizaines de milliers de combattants de l'opposition et de civils.

Le souk de Saqtiya 2 a été relativement épargné par rapport aux autres marchés où les travaux de restauration se poursuivent, quoique lentement, du fait de la crise économique.

"Nous reconstruirons la ville de nos propres mains (...) et elle reviendra encore plus belle", lance Abdallah Chawwa, un homme de 49 ans qui vend les fameux savons d'Alep.

La guerre en Syrie a commencé après la répression des manifestations antigouvernementales en 2011 et a fait plus de 500.000 morts et des millions de déplacés.

Agences/R. C.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

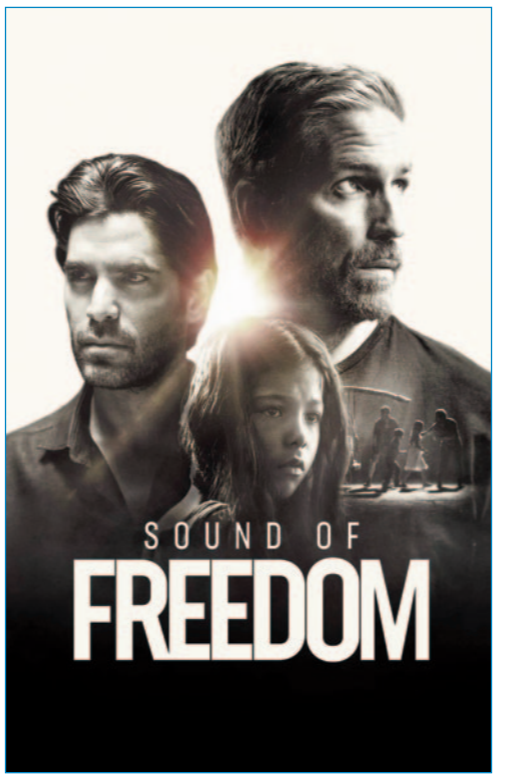
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Divertissement France - 2024 — TF1
The Voice Kids Saison 10

21h00 Jeux paralympiques de Paris 2024 — France 2
Session du soir

20h55 Série policière - Etats-Unis 2021 — M6
NCIS : Los Angeles

21h00 Thriller Etats-Unis - Mexique 2023 — CANAL+
Sound of Freedom

21h00 Série humoristique — W9
France
La petite histoire de France

21h00 Film de science-fiction — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 1991
Terminator 2 : le jugement dernier

20h40 Téléfilm dramatique — 6ter
France - 2020
La belle étincelle

20h50 Cinéma France - 2016 — CINE+ PREMIER
Un homme à la hauteur

21h20 Série policière - 2019 — C8
Mongeville

21h10 Thriller France - 2023 — CINE+ CINEMA
DogMan

21h00 Comédie dramatique — CINE+ FAMIZ
France - 2022
Tempête

21h20 Série policière — TMC
Etats-Unis - 1973
Columbo

20h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série hospitalière France - 2021
Saison 2 Épisode 4/5

Hippocrate

La découverte d'une patiente inanimée choque toute l'équipe et déclenche une enquête interne. Le docteur Brun découvre alors à quel point la gestion des patients est chaotique. Arben soigne clandestinement un patient, avec la complicité de Chloé.

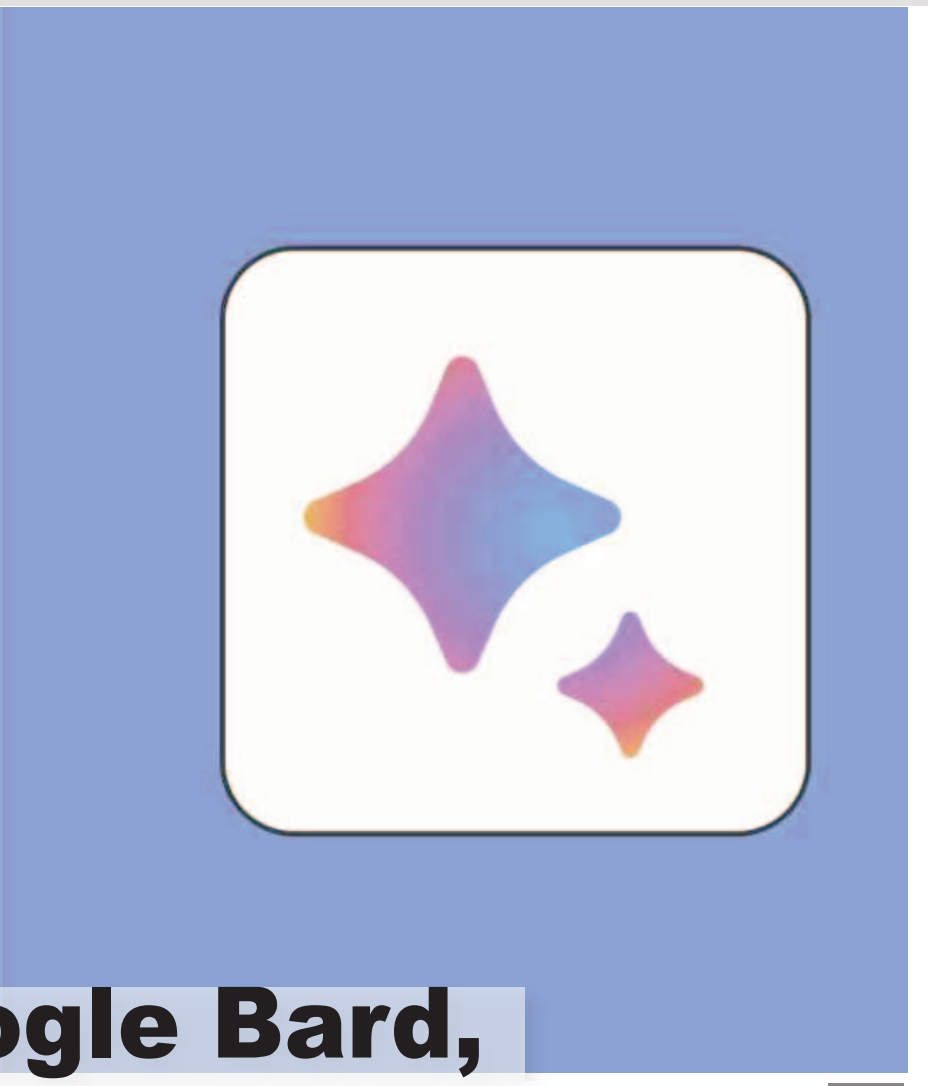
23h40

Série d'horreur Etats-Unis - 2023
Saison 8 Épisode Épisode 7: Anton

Fear the Walking Dead

Pour échapper à un groupe hostile, Madison se réfugie dans l'hôtel tenu par Victor Strand qui se fait désormais appeler Anton.





De ChatGPT à Google Bard,
une faille de sécurité affecte les IA génératives

Après la découverte de mesures de contournement des protections des chatbots, c'est un autre type de faiblesse logicielle qui a cette fois été repéré par ces chercheurs. Ces modèles de langage peuvent être facilement manipulables par quiconque s'y connaît suffisamment en informatique ou en cybersécurité. Cette nouvelle manière de détourner des chatbots comme Bard ou ChatGPT est baptisée « Indirect Prompt Injection ».

Ce n'est pas la première fois, et ce ne sera certainement pas la dernière. De nouveau, des chercheurs en cybersécurité ont mis en lumière une nouvelle faille exploitable au sein des modèles de langage alimentés par IA.

L'Indirect Prompt Injection : un détournement habile, mais potentiellement dangereux

Lorsque vous interagissez avec un chatbot alimenté par une IA générative, vous tapez une requête sous forme de texte. Ces instructions, appelées « prompts », permettent alors au système d'accéder à votre demande de manière directe. Pour empêcher les usages illégaux ou frauduleux, les chatbots sont dotés de protections les empêchant de fournir des informations si le prompt en question est suspect. Jamais ChatGPT ou Google Bard ne vous donneront une méthode infaillible pour organiser un assassinat ou un braquage de banque, par exemple.
Encore heureux. Dans la pratique, et pour la plupart des utilisateurs, ces protections fonctionnent et sont efficaces. La découverte récente de ces chercheurs est cependant inquiétante. Au lieu de fournir un prompt directement, il est possible de fournir des instructions cachées (dans un PDF ou une page web, par exemple) à un modèle pour faire en sorte que l'IA agisse en ignorant ses mesures de protection.
Des centaines de cas d'Indirect Prompt Injection ont déjà été répertoriés, et ce n'est visiblement que le début.

Une pratique qui tend à s'accélerer

Avec cette technique, le champ des possibles est alors largement ouvert : vol de données, exécution de code malveillant ou manipulation d'informations. Le responsable de la sécurité de l'information de Google DeepMind, Vijay Bolina, assure que cette menace est sérieuse. Si cette technique d'injection indirecte était considérée auparavant comme « problématique », aujourd'hui, on la regarde d'un œil bien plus inquiet.
En effet, ce type de détournement était plutôt rare, mais les choses ont changé, et ce processus est de plus en plus fréquent depuis qu'il est possible de connecter les modèles de langage à Internet et à différents plugins.
Même s'il n'y a pas de solution miracle, Bolina assure de son côté que Google DeepMind travaille sérieusement sur le développement de modèles d'IA capables d'identifier ce genre d'activités suspectes. Encore une fois, c'est le jeu du chat et de la souris entre les entreprises fournisseuses de services et les hackers. Avec toujours cette même question qui reste en suspens : qui sera le plus rapide à semer l'autre ?

Microsoft enterre le Surface Duo dans l'indifférence la plus totale

LE GÉANT AMÉRICAIN ne parvient définitivement pas à convaincre sur le front des smartphones. En tout cas, son appareil à deux écrans n'a pas réussi à s'imposer, et quatre ans après son annonce, il ne recevra plus de mises à jour officielles. Le Surface Duo ne manquera pas à grand monde. Mais l'échec de Microsoft n'est pas uniquement dû à un mauvais timing, même à l'heure où l'industrie redouble d'efforts pour développer, sortir et vendre des smartphones pliants.

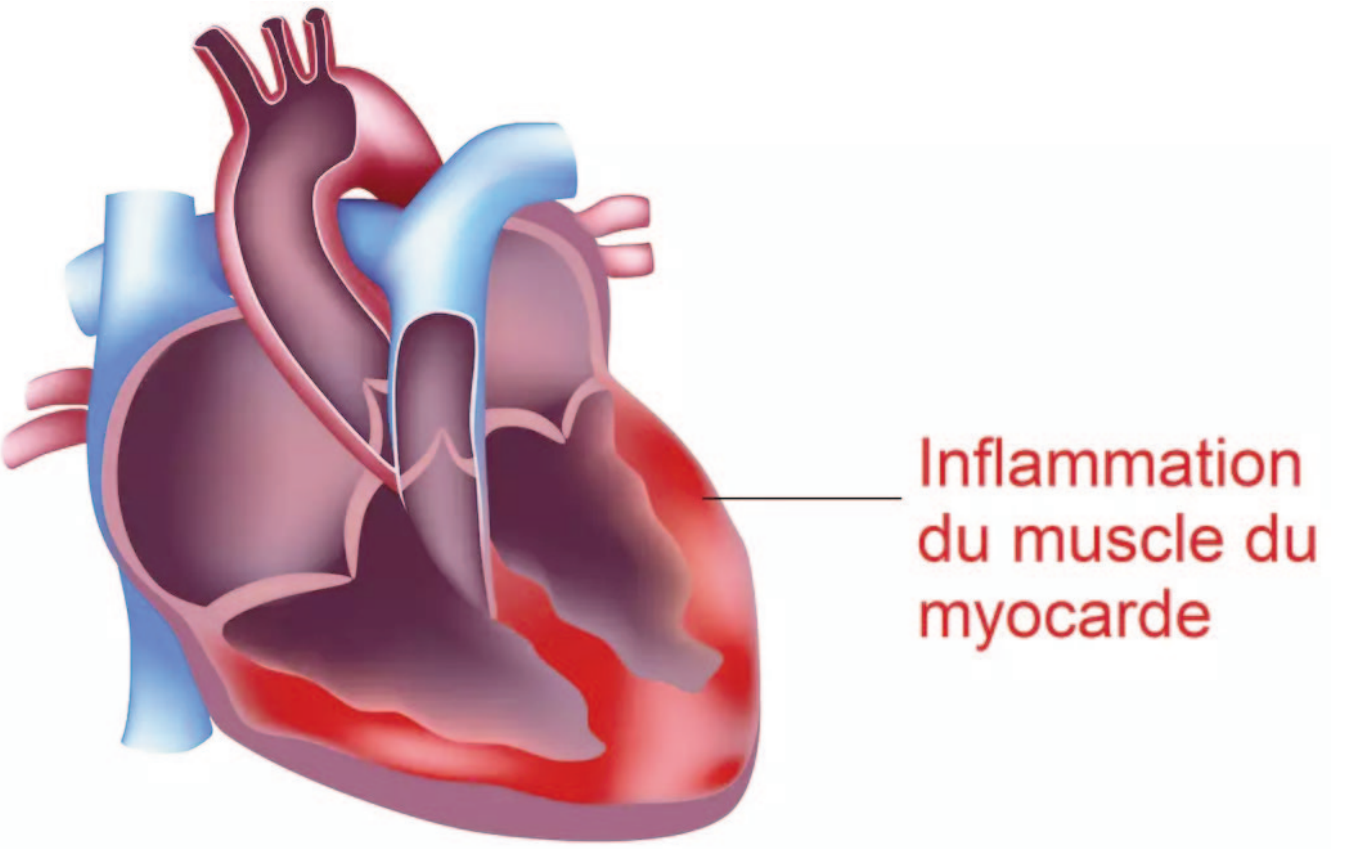
Un beau projet rempli d'ambition

Il est difficile d'innover sans prendre de risques. À peine un mois après l'annonce remarquée de la première version du Galaxy Fold de Samsung, Microsoft nous a présenté en grande pompe le Surface Duo. Le 2 octobre 2019, le géant américain semblait assez sûr de lui, capitalisant non seulement sur les compétences des ingénieurs à l'origine de la gamme Surface, mais également sur l'expérience glanée depuis plusieurs années avec les défunts Windows Phone. L'appareil avait de quoi surprendre et impressionner. Composé de deux écrans OLED, il était équipé d'un processeur Snapdragon 855, de 6 Go de RAM, de 128 à 256 Go de stockage et d'une batterie de 3 577 mAh. Le tout dans un châssis de 5 millimètres d'épaisseur très bien construit, du moins lorsque l'appareil était déplié. Les écrans du Surface Duo ne souffraient pas des défauts souvent présents avec les écrans pliables, et le smartphone promettait d'exploiter au mieux son format. Il offrait également une interopérabilité intéressante avec les PC Windows, à l'instar de ce qu'Apple a perfectionné avec l'ensemble de son écosystème. Malgré tout cela, il s'agit d'un échec pour Microsoft. Pourquoi ?

La fin d'une gamme plus originale qu'autre chose



Le Surface Duo a souffert d'une série de mauvaises idées et de mauvais traitements. Le marché avait déjà bien évolué au moment de sa sortie, un an après son annonce. Le Snapdragon 855 commençait à se faire vieux, et l'absence de support du NFC et de la 5G inquiétait. Tout ceci alors que l'appareil était vendu à partir de 1 400 dollars, une fortune pour l'époque. De plus, si son épaisseur était impressionnante, elle permettait à peine d'accueillir un port USB-C, ce qui a entraîné des problèmes de décollement du plastique qui l'entourait. À l'heure où prendre des photos avec un smartphone fait partie du quotidien, l'unique capteur frontal de 11 mégapixels faisait pâle figure face à la concurrence. Plus encore, la version d'Android sur la Surface Duo était truffée de bugs, et n'a pas bénéficié d'autant de correctifs et d'améliorations qu'elle aurait dû. Finalement, l'appareil n'a pas tenu ses promesses, et Microsoft n'a pas réellement semblé vouloir y croire.
Et ce, malgré la sortie du Surface Duo 2 en 2021, qui a corrigé certains défauts du premier modèle, mais qui est destiné à subir le même sort que son prédécesseur le 21 octobre 2024, soit trois ans après sa sortie.



Myocardite : symptômes, Covid, traitement, c'est quoi ?

Une myocardite peut survenir à cause d'une infection virale, comme le Covid, qui attaque les cellules du muscle cardiaque et rarement après un vaccin. Quels sont les symptômes d'alerte ? C'est quoi une myocardite fulminante ? Aiguë ? Quel est le traitement ? Chez l'enfant ?

Une myocardite est une inflammation du myocarde, le tissu musculaire du cœur. Les infections virales, comme le Covid, sont une cause fréquente de myocardite, pouvant entraîner une hospitalisation, une insuffisance cardiaque voire une mort subite. Elle peut aussi être provoquée par la prise de certains médicaments affectant le cœur. La myocardite est aussi reconnue comme un effet indésirable (effet très rare) des vaccins à ARNm (Pfizer et Moderna) par le comité de sécurité de l'Agence Européenne du Médicament (PRAC). Selon de nouvelles données relayées par l'ANSM le 22 juillet 2022, le risque serait augmenté pour la première dose de rappel (troisième dose), quoique de façon moins marquée qu'après la deuxième dose, et diminuerait avec l'allongement de la durée entre les doses. Dans la majorité des cas, l'état de santé des patients s'améliore de lui-même ou à l'aide d'un traitement. Le risque de faire une myocardite après une injection reste globalement "très rare" : c'est-à-dire inférieur à 1 pour 10 000 vaccinés. Les hommes jeunes sont le plus à risque. Dans tous les cas, "ces données de pharmaco-épidémiologie ne remettent pas en cause le rapport bénéfice/risque des vaccins contre la Covid-19 Comirnaty et Moderna, dont l'efficacité contre les formes graves de Covid-19 est de l'ordre de 90%", rassure l'ANSM. Le diagnostic se base sur une électrocardiographie (ECG), la mesure de biomarqueurs cardiaques, une imagerie du cœur et une biopsie du muscle cardiaque. Quels sont les symptômes, les traitements et les chances de guérison d'une myocardite ? Quels signes d'alerte après la vaccination anti Covid ? Après l'administration du vaccin de Pfizer ? Du vaccin de Moderna ? Infos.

Définition : c'est quoi une myocardite ?

La myocardite est une inflammation du myocarde, le plus souvent causée par l'infection du myocarde par un virus. Le myocarde forme la masse principale du cœur. C'est un muscle strié, épais et creux capable de se contracter de manière rythmique et involontaire. En se contractant, le myocarde permet au sang de circuler dans les vaisseaux sanguins et de nourrir les différents organes du corps. L'inflammation du myocarde causée par un virus entraîne la destruction des cellules composant le myocarde et diminue ainsi sa capacité de contraction et sa capacité à fournir un apport en sang. Progressivement, le cœur n'est donc plus capable de pomper du sang. L'inflammation peut s'étendre à tout le muscle cardiaque ou se limiter à une ou quelques zones. Dans ce cas, les symptômes seront bénins et la prise en charge rapide et adaptée pourra permettre une guérison. En revanche, une inflammation étendue dans tout le cœur peut entraîner une insuffisance cardiaque importante, de graves troubles du rythmes cardiaques et parfois une mort subite.

C'est quoi une myocardite aiguë ou virale ?

Une myocardite aiguë est une atteinte inflammatoire du myocarde se traduisant par la présence d'un infiltrat inflammatoire (amas de cellules accumulées dans un organe) et d'une nécrose des myocytes cardiaques (cellule musculaires responsables de la contraction du cœur). La cause d'une myocardite aiguë est souvent d'origine virale.

C'est quoi une myocardite fulminante ?

Une myocardite fulminante résulte d'une inflammation soudaine et sévère du myocarde. Cela correspond à la forme la plus grave. Néanmoins, la forme fulminante est exceptionnelle (5 à 10 cas par millions d'habitants et par an) avec une évolution qui peut être rapidement mortelle.

Myocardite fulminante : cause, symptômes, Covid, pronostic

La myocardite fulminante est la forme la plus grave de la myocardite (inflammation du tissu musculaire du cœur). Elle est souvent d'origine virale mais peut aussi survenir (très rarement) après la vaccination contre le Covid. Quels sont les symptômes d'alerte ? La cause ? Le pronostic ? Réponses du Dr Géraud Delesalle, cardiologue.

C'est quoi une myocardite de stress ?

Sous le nom "myocardite de stress", on parle plutôt de cardiomyopathies de stress, une pathologie cardiaque qui résulte d'une altération aiguë et transitoire de la fonction ventriculaire gauche, générée par un stress psychologique ou affectif brutal, indique l'Académie de Médecine. Cette entité anatomoclinique est décrite sous des noms divers, ballonisation apicale du ventricule gauche ou Broken heart syndrome ou Tako-Tsubo pour les auteurs japonais.

Quels sont les symptômes et signes d'une myocardite ?

L'ANSM recommande aux personnes recevant les vaccins Covid de contacter immédiatement un médecin si des symptômes suggérant une myocardite surviennent. Ces symptômes incluent un essoufflement, des palpitations (battements cardiaques forts, parfois irréguliers), et une douleur dans la poitrine.

• Premiers symptômes d'une myocardite

Les signes cliniques d'une myocardite sont de nature et de gravité variables, et ne sont pas forcément spécifiques à cette pathologie. Dans les formes les moins sévères, la personne ne ressent aucun symptôme. Certaines inflammations du myocarde peuvent en revanche se caractériser par des symptômes ressemblant à ceux de la grippe :

fièvre
maux de tête
courbatures et douleurs au niveau des articulations
grande fatigue
diarrhées
maux de gorge...

• Symptômes d'une myocardite sévère

Dans les cas les plus sévères, peuvent survenir des symptômes d'origine cardiaque :

douleurs au thorax et au niveau de la poitrine (accompagnées de palpitations et d'une sensation d'oppression permanente)
jambes enflées (œdème)
gêne et difficultés à respirer (dyspnée)
insuffisance cardiaque et essoufflement même au repos
troubles du rythme cardiaque (battements cardiaques rapides ou irréguliers...)

• Symptômes d'une myocardite fulminante

Dans le cas d'une myocardite dite fulminante, l'inflammation évolue rapidement vers une grave défaillance du cœur (détresse respiratoire, voire un arrêt cardiaque) qui nécessite une prise en charge en urgence et parfois la mise en place d'une assistance circulatoire ou d'une transplantation cardiaque.

• Symptômes d'une myocardite après la vaccination Covid

L'ANSM recommande à toute personne vaccinée contre le Covid présentant des symptômes tels qu'un essoufflement (dyspnée), des douleurs dans la poitrine, des palpitations (battements cardiaques forts,) ou un rythme cardiaque irrégulier de consulter rapidement un médecin.

Quels sont les risques de myocardite après un vaccin contre le Covid ?

Les données de pharmaco-épidémiologie ne remettent pas en cause le rapport bénéfice/risque des vaccins Pfizer et Moderna, dont l'efficacité contre les formes graves de Covid-19 est de l'ordre de 90%.

Les données de l'Agence européenne du médicament qui se sont notamment basées sur une étude, menée par Epi-Phare, dont les résultats ont été publiés sur le site l'Agence nationale du médicament (ANSM) le 8 novembre 2021, confirment l'existence d'un risque peu fréquent de myocardite et péricardite dans les 7 jours suivant une vaccination contre la Covid-19 avec un vaccin ARNm (Comirnaty® de Pfizer et Spikevax® de Moderna) chez les personnes âgées de 12 à 50 ans, particulièrement chez les jeunes de 12 à 29 ans. Ce risque apparaît plus marqué après la deuxième dose de Spikevax, même si le nombre de cas apparaît peu fréquent au regard du nombre élevé de doses administrées. Pour autant, "ces nouvelles données de pharmaco-épidémiologie ne remettent pas en cause le rapport bénéfice/risque des vaccins contre la Covid-19 Comirnaty et Moderna, dont l'efficacité contre les formes graves de Covid-19 est de l'ordre de 90%.

Elles sont partagées au niveau européen avec l'EMA dans le cadre de l'évaluation en cours, ainsi qu'à la Haute Autorité de santé (HAS) au niveau national", rassure l'ANSM.

L'EMA continuera de suivre de près ce problème et communiquera davantage lorsque de nouvelles informations seront disponibles.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr	04:29	04:35	04:48	04:49	04:56	05:02	05:05
Dohr	12:29	12:34	12:48	12:39	12:55	13:00	13:03
Açr	16:08	16:12	16:27	16:15	16:33	16:38	16:41
Maghrib	18:59	19:07	19:19	19:06	19:26	19:30	19:33
Icha	20:24	20:27	20:42	20:23	20:48	20:52	20:55

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7976 — SAMEDI 31 AOUT 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	35°	23°
Oran	32°	23°
Constantine	35°	19°
Ouargla	39°	28 °

ALBAN LIECHTI A REFUSÉ DE PORTER LES ARMES CONTRE LES ALGÉRIENS

LE «SOLDAT DU REFUS» TIRE SA RÉVÉRENCE

Il était le dernier survivants des «Douze», les douze prestigieux intellectuels et personnalités françaises qui, le 31 octobre 2000, avaient appelé le président Jacques Chirac et le Premier ministre Lionel Jospin à reconnaître et à condamner, au nom de l'État français, l'usage de la torture pendant de la guerre d'Algérie.

Alban Liechti, militant communiste et appelé du contingent à l'heure de la «guerre sans nom», est décédé à l'âge de 89 ans. Son décès — dont la date n'a pas été précisée — a été annoncé par le Parti communiste français, formation à laquelle le défunt appartenait depuis son irruption dans la vie militante et politique. Ses obsèques sont prévues le 4 septembre aux Yvelines (banlieue ouest de Paris).

Au miroir de l'Histoire, le nom d'Alban Liechti résonnera à jamais comme l'identité d'un homme qui, appelé sous les drapeaux au titre du contingent, a refusé d'ouvrir le feu sur le peuple Algérien. Plus que cela, le récit de la guerre d'Algérie témoignera — pour la postérité — qu'il a été le premier appelé à avoir refusé de prendre les armes contre les Algériens.

Quand, en juillet 1956, le régiment auquel appartenait Alban Liechti reçoit l'ordre d'embarquer pour l'Algérie, Alban Lietchi, 21 ans, prend une décision et c'est son dernier mot : c'est non. Le 2 juillet 1956, rappelle l'historien Alain Ruscio dans un hommage appuyé dans «L'Humanité», le jeune appelé s'empare d'une feuille blanche et d'un stylo et écrit au président de la République René Coty : «Dans cette guerre, ce sont les Algériens qui défendent leurs femmes, leurs enfants, leur patrie, ce sont les Algériens qui combattent pour la paix et pour la justice», raison pour laquelle «je ne peux prendre les armes contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance». Auteur de nombre d'ouvrages et de travaux sur les guerres coloniales, Alain Ruscio a signé, en 2019 aux éditions La Découverte, «Les communistes et l'Algérie : des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962», une somme de 664 pages qui l'a amené à connaître bien des parcours de militants dont Alban Liechti et à parler de lui en connaissance de cause. Le 5 juillet 1956 — trois jours après avoir écrit au président de la République —, «il est tout de même envoyé à Alger. Désigné par la hiérarchie comme un «lâche», un «mauvais Français», il doit s'expliquer devant les autres appelés, parfois agressifs. Il persiste. Direction immédiate vers une première prison. Il passera quatre ans de sa vie derrière les barreaux, d'abord en Algérie (Tizi Ouzou, Fort-National, Hussein-Dey, Maison-Carrée…), puis en France (Baumettes, Carcassonne…). Sa libération interviendra le 8 mars 1962, dix jours avant la signature des accords d'Évian.


Le dernier des douze.

Dans un communiqué nécrologique diffusé, hier soir, sur son site internet, le PCF a rappelé, en le soulignant à grand trait, que Liechti ne s'est pas contenté de dire non. Quitte à alourdir son dossier et aggraver son cas devant les juridictions, il «tâche de convaincre autour de lui, fait signer largement une pétition à l'orientation claire : le refus d'une guerre d'asservissement». Fils de résistant, il était déjà, depuis ses 17 ans, membre de l'Union des jeunesses républicaines de France (UJRF), l'ancêtre des Jeunesses communistes, et du PCF. De quoi en faire un «militant aguerri» lorsque, à coup de renforts militaires et de «pouvoirs spéciaux», la IVe République s'engage à fond dans la «sale guerre» contre la lutte d'indépendance des Algériens. En 2005, Alban Lietchi a raconté cette expérience algérienne dans un livre — «Le Refus» — publié (et réédité depuis) aux éditions Le Temps des Cerises.

Alban Liechti rejoint les onze autres signataires de «L'Appel des Douze», partis, l'un après l'autre, ces deux dernières décennies. Leur appel a été initié et porté par le quotidien L'Humanité. Il s'agit de : Henri Alleg, ancien directeur d' Alger républicain, auteur de La Question ; Josette Audin, épouse de Maurice Audin, assassiné par ses tortionnaires ; Simone de Bollardière, veuve du général Pâris de Bollardière, opposé à la torture et condamné à deux mois de forteresse ; Nicole Dreyfus, avocate de Baya Hocine et de Djoher Akrour ; Noël Favrelière, rappelé, déserteur ; Gisèle Halimi, avocate de Djamila Boupacha ; Alban Liechti, rappelé, insoumis ; Madeleine Rebérioux, historienne, secrétaire du Comité Audin ; Laurent Schwartz, mathématicien, président du Comité Audin ; Germaine Tillion, ethnographe, résistante, auteur de L'Afrique bascule vers l'avenir ; Jean-Pierre Vernant, historien, résistant ; Pierre Vidal-Naquet, historien, auteur de La Torture dans la République.

S. Raouf

ATTAF EN SLOVENIE

L'Algérie ouvrira une ambassade à Ljubljana

CHARGÉ par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a entamé, hier, une visite de travail en République de Slovénie, a indiqué un communiqué du ministère, précisant que l'Algérie va inaugurer son ambassade dans la capitale slovène.

A son premier jour de visite en Slovénie, Ahmed Attaf a été reçu par la présidente du Conseil national de Slovénie, Mme Urska Klakocar Zupancic, selon le communiqué du MAE.

La rencontre a permis aux deux parties «de passer en revue la dynamique marquant la coopération parlementaire entre l'Algérie et la Slovénie et de débattre du rôle attendu des instances législatives dans les deux pays, en vue de concourir au renforcement de l'élan positif caractérisant les relations bilatérales sur plusieurs plans», est-il ajouté dans le même communiqué.

A noter qu'à cette occasion, la présidente du Conseil national de Slovénie a exprimé le souhait «d'effectuer une visite officielle en Algérie, qui est actuellement en préparation en coordination entre les parties algérienne et slovène», est-il précisé.

Par ailleurs, lors de cette visite, Attaf aura des entretiens bilatéraux avec de hauts responsables slovènes pour évoquer les voies de consolider les relations de coopération et de partenariat, et de renforcer le consensus politique entre les deux pays, souligne la même source.

Le ministre Attaf co-présidera également avec la vice-Première ministre, ministre des Affaires étrangères et européennes de Slovénie, Mme Tanja Fajon, la cérémonie d'inauguration de l'ambassade d'Algérie à Ljubljana, dont la création intervient dans le sillage de l'ouverture par la République de Slovénie de son ambassade en Algérie en mai dernier, inaugurée par le Premier ministre slovène.

M. B.

TIZI OUZOU

Fête de la figue de Lemssella

C'EST dans une ambiance très festive qu'a débuté, jeudi dernier, la fête de la figue de Lemsella (commune d'Illoula Oumalou, daïra de Bouzguène), dans sa 14e édition. Il faut signaler d'emblée qu'à cette manifestation où la figue tant fraîche que sèche a été mise à l'honneur, ont pris part une cinquantaine d'exposants issus des wilayas d'Alger, Boumerdès, Bouira, Béjaïa, Blida, Constantine, Tougourt, Mila et Saïda. S'agissant de son organisation, elle a été du ressort de l'association Tighilt Lemssella, sous l'égide de l'APC d'Illoula Oumalou et l'APW de Tizi Ouzou avec le soutien des directions des services agricoles (DSA), de la culture et des arts (DCA), du tourisme et de l'artisanat (DTA), de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya.

Pour cette première journée de cette manifestation, qui prendra fin aujourd'hui, presque tous les espaces du village Lemssella, notamment les ruelles, placettes publiques, ont été transformés en stands de ce produit du terroir et ses dérivés, comme les gâteaux préparés à base de figue, de confiture, etc. Par ailleurs, au menu de ce rendez-vous ont figuré des conférences ayant pour thème le rôle de la figue dans la société et toute la science concernant sa production et sa culture. Par ailleurs, des ateliers de démonstration, portant sur les techniques de séchage, la récolte et les moyens de transport de la figue, ainsi que sur sa plantation, ont édulcoré la manifestation. Idem concernant les outils utilisés dans la préparation de la figue sèche, comme la fabrication de clés de roseaux, les corbeilles confectionnées à base de roseaux ou d'osier. Cependant, cette fête, en dépit de sa splendeur, ne cadre aucunement avec la réalité du terrain. De nos jours, la figue fraîche coûte entre 800 et 1000 DA le kilogramme. La figue sèche coûte plus de 1000 DA. La raison ? Les milliers de figueraies que comptait la wilaya de Tizi Ouzou dans les années 1960 et 1970 ont nettement diminué. La figue sèche algérienne était exportée vers les quatre coins du globe, alors qu'aujourd'hui, il n'en est rien. La culture de la figue est considérée à tort ou à raison comme une chose identifiée à la paysannerie. Celle-ci est interprétée comme le symbole de la pauvreté matérielle et surtout l'opposée du monde intellectuel. La culture de la figue n'est hélas pas considérée comme un vecteur économique, et c'est justement sur ce segment que les pouvoirs devraient travailler si l'on veut vraiment bénéficier de la culture de la figue, ce fruit méditerranéen cultivé depuis plusieurs millénaires.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine